

le

Dimanche 8 juin 2008

Edition Spéciale

N°22

# le Contrat

8 juin 2007 - 8 juin 2008

## L'exception malienne



*Le 8 juin 2007, le Président Amadou Toumani Touré prêtait serment devant la Cour Suprême pour un nouveau mandat de cinq années à la tête du Mali. Bénéficiant de la grande confiance de ses compatriotes qui venaient de le réélire de fort belle manière, il s'est aussitôt mis au travail pour que le pays demeure sur la voie du progrès.*

*C'est ainsi que ces douze derniers mois ont été marqués par d'importants jalons conformément aux promesses faites dans le cadre du Programme de Développement Economique et Social. Le Mali offre l'image d'un pays en chantier sous l'impulsion d'ATT et de son équipe qui œuvrent inlassablement pour que les objectifs fixés soient atteints pour le bien être de tous les Maliens.*

*Les réalisations qui ont marqué le début du second mandat d'ATT sont d'autant plus remarquables que le contexte particulièrement défavorable avec les crises pétrolière et alimentaire fragilisent beaucoup de pays africains. Solide à la barre, le Président ATT assure sa mission avec une seule ambition: faire du Mali un pays émergent qui gagne.*

### Editorial Continuer...

Un an, jour pour jour. Jour après jour. Loin des commémorations nostalgiques, ce 8 juin 2008, an I du second mandat d'ATT, nous dicte une exigence : continuer. Continuer pour plier le destin à nos ambitions. Pour donner chaque jour les preuves tangibles et chiffrées que le Projet pour le développement économique et social (PDES) proposé aux Maliens par le Président n'est pas un vœu pieux. Continuer pour dire que ce projet est déjà en actes. Il serait prématuré et même malvenu de vouloir faire un bilan en un an. Car, malgré les acquis certains, ce second mandat n'en est qu'à sa première année. Une année marquée, on le sait, par une conjoncture économique rude qui touche tous les pays. L'Europe, l'Amérique, l'Asie, aucune partie du monde n'échappe à la spirale inflationniste. Nous en avons les échos chaque jour, tous les jours.

La flambée du prix du pétrole, dont les spécialistes les plus avertis prédisent qu'il pourrait atteindre la barre des 200 dollars US dans un horizon proche et la crise alimentaire à travers le monde, qui n'est pas prête de s'estomper, ont plongé la planète entière dans le doute et l'inquiétude. L'économie mondiale a rarement connu une tel climat de crispation et les consommateurs rarement vécu une telle pression du quotidien.

La réponse commode aurait consisté à verser dans le fatalisme des chocs exogènes. Bien au contraire, on peut même soutenir que depuis un an au moins, nous vivons une sorte d'exception malienne : un effort titanesque de maîtrise des prix comparativement aux pays de la sous-région, un soutien sans faille à la consommation à travers une politique volontariste d'exonérations et de modulation de la fiscalité.

Un tel engagement social fort de l'Etat devait avoir pour conséquence naturelle le déséquilibre de nos finances publiques. Evidemment que son impact est indéniable, mais une autre exception malienne n'est-elle pas de continuer à figurer dans le peloton de tête des économies les plus performantes de l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine ? Notre taux de croissance est des plus élevés et le taux d'inflation des plus faibles de l'espace UEMOA. Il en est tout autant du respect des critères de convergence les plus importants.

Il a bien fallu de l'imagination, depuis plus d'un semestre au moins, pour mettre en branle des schémas appropriés, pour faire face à la conjoncture économique mondiale.

Mais la gestion de l'urgence n'a jamais entamé la volonté du Président Amadou Toumani TOURE de poursuivre les grands chantiers qui restent la seule réponse structurelle aux défis d'aujourd'hui. Plus décisivement, et dans la ligne droite du Projet pour le développement économique et social, le pari de faire du Mali une puissance agricole à l'horizon 2012 est en

train de prendre forme.

La politique de mécanisation de la production et d'aménagement des terres donne corps à une Vision, qui n'a pas varié depuis 2002, consistant à faire de l'Agriculture le moteur de notre développement. Le retournement spectaculaire de tendance sur le marché mondial, notamment en ce qui concerne les prix des produits alimentaires en dit long sur la justesse de la vision et la pertinence des politiques et moyens mis en œuvre pour la mutation de nos systèmes de production.

L'Initiative Riz est une parfaite illustration de cet élan de volonté ! Couvrir les besoins alimentaires de nos populations estimés à 900 000 tonnes, mettre 100 000 tonnes sur le marché : tel est le défi dès cette campagne 2008-2009. Le Mali n'a pas seulement le potentiel pour réaliser ces objectifs de développement. Sa chance est que ceux-ci s'inscrivent dans une vision que le Président ATT a exposée, explicitée et fait accepter à une très large majorité de ses compatriotes : c'est un atout majeur pour sa réalisation. La conjoncture économique et

sociale cristallise certes les attentions. Il serait pourtant injuste de ne pas saluer les efforts remarquables dans le sens du toilettage des textes qui structurent notre système démocratique qui, on le sait, s'inscrit dans une perspective sans fin de modernisation sur la base des expériences vécues.

Les travaux de la Commission mise en place à cet effet marqueront sans aucun doute ce second mandat du Président ATT. L'ouverture de l'équipe de Daba Diawara à toutes les sensibilités constitue un gage certain de la qualité des propositions de réformes attendues.

Mais c'est un truisme que d'affirmer la nécessité d'un environnement de paix et de sécurité pour construire une économie viable et un système politique moderne. Sous ce registre, on ne peut qu'éprouver tristesse et amertume devant le choix d'un groupe armé, qui s'est affranchi de l'Accord d'Alger, d'entretenir un climat de tension dans la région de Kidal.

L'aventure dans laquelle se sont engagés ces hommes ne représente pas une réelle menace contre l'essentiel, à savoir l'inté-

grité territoriale, la forme républicaine de l'Etat, la démocratie, même si chaque coup porté au pays est aussi un coup porté à notre orgueil.

Dans la gestion de cette crise, comme dans d'autres, le Président ATT s'est armé de patience et de sérénité. « *La guerre n'est jamais fatale, mais elle est toujours perdue* », a écrit Gertrude Stein, poétesse et militante américaine. Elle l'est plus encore lorsque la ligne de front passe entre les fils d'une même Nation. Même s'il faut s'empresser d'ajouter qu'aucune Nation ne peut aussi accepter qu'un groupe, fut-il armé, trouble durablement la quiétude du plus grand nombre !

En somme, sur ce terrain de la paix comme sur tous les autres axes majeurs des douze premiers mois du second mandat du Président ATT, il nous faut continuer sur les chemins des conquêtes pour toujours faire reculer les frontières du possible. Continuer pour le Mali ! Continuer pour le Mali qui gagne pour toutes ses filles et tous ses fils.

Par Seydou SISSOUMA



# ATT au service du Mali 12 mois au pas de charge

8 Juin 2007 – 8 Juin 2008. Il y a un an que le Président ATT massivement réélu (dès le 1er Tour) par le Peuple souverain du Mali, était investi à la Magistrature Suprême. Le Peuple a renouvelé sa confiance à celui qui avait déjà conduit sa destinée pendant les cinq années précédentes. Ce renouvellement de confiance par la voie des urnes s'est effectué sur la base d'un Projet de Développement Economique et Social du Mali (PDES) proposé par le candidat ATT pour la présidentielle du 29 avril 2007. Voilà donc douze mois que le Président ATT gère bien les affaires publiques non sans difficultés. Nous rappelons ici les principaux actes posés par le Chef de l'Etat qui a été en permanence sur la brèche.

### Renforcement de la Démocratie

Dans ce domaine, le fait saillant est la mise en place de la Commission de Réflexion sur le Processus démocratique au Mali, présidée par l'ancien ministre Daba Diawara. Elle a reçu sa Feuille de Route, le 28 février 2008. Cette Commission doit présenter son Rapport au Chef de l'Etat, au mois d'août prochain.

S'agissant des relations avec les Partis politiques, on peut noter deux rencontres de forte symbolique. La première, c'est l'audience accordée, le 28 septembre 2007, par le Président ATT à Dioncounda Traoré à la tête du directoire de l'ADP (l'Alliance des Partis de la majorité présidentielle) à la veille de la formation de l'équipe gouvernementale en place. La seconde rencontre (16 février 2008), c'est celle des dirigeants de l'Opposition regroupée au sein du FDR, conduit par Tiébilé Dramé. Les échanges ont notamment porté sur les préoccupations nationales dont la gestion de la crise dans la Région de Kidal.

Dans le cadre de la modernisation de l'Etat, le Président ATT a procédé à une série d'inaugurations de nouveaux bâtiments de services publics. Le 1er décembre 2007, les infrastructures du Palais présidentiel de Koulouba ont été renforcées avec l'inauguration des nouveaux bâtiments des bureaux du Secrétariat Général et du Cabinet de la Présidence de la République. Le 11 Janvier 2008, le Chef de l'Etat préside la cérémonie d'inauguration des nouveaux locaux du Gouvernorat du District de Bamako, sis à Hamdallaye ACI 2000. Coût des travaux : 1,6 milliards de FCA. Deux mois plus tard (11 Mars 2008), le Premier Magistrat de la République procède à l'inauguration du nouveau Siège de la Cour constitutionnelle, sis dans la même Zone Hamdallaye ACI 2000. Coût de ce joyau architectural : 3,486 milliards de FCFA.

Concernant la liberté de la Presse, le Président ATT a donné un signal fort pour son

engagement en faveur des Médias en présidant le 3 mai (Journée Internationale de la Liberté de la Presse) la cérémonie d'inauguration de la Station Régionale ORTM à Koulikoro (coût : 745 millions de FCFA) et celle marquant la pose de la première pierre du nouveau siège de la Maison de la Presse, qui sera disponible avant fin 2008. Ce futur bâtiment (un engagement présidentiel) coûtera à l'Etat malien 300 millions de nos francs. Autre première pierre posée (16 avril 2008) mais pour un autre domaine, c'est celle du bâtiment qui abritera (dans deux ans) les locaux de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile dans la Zone aéroportuaire de Bamako-Sénou. Le joyau, coûtera à l'Etat malien la bagatelle de 3,2 milliards de FCFA.

### Paix, Défense et Sécurité

Soldat de la Démocratie, ATT n'est pas moins un homme d'Etat fervent partisan de la paix et très porté sur le dialogue. C'est ainsi, face à la recrudescence des actes de grand banditisme armée dans la Région de Kidal, le Chef de l'Etat privilégie le dialogue. Comme en témoignent certaines initiatives. Telle l'audience accordée, le 27 sept 2007, à une délégation de la Conférence épiscopale du Mali conduite par Mgr Jean Baptiste Tiama, Evêque de Sikasso. Telles aussi les échanges (les 16 et 25 mai à Koulouba) avec une forte délégation de la Ligue Populaire et Socialiste des chefs de Tribus du Grand Sahara conduite par le Soudanais Hareka Izzou-dine Ahmed Kamiss Hameda. Cette Ligue créée, sous l'égide du Frère Guide Moammar Kaddafi, comprend de tribus venant de Djibouti, Libye, Maroc, Mauritanie, Irak, Jordanie, Oman, Syrie. Ces chefs de Tribus offrent leurs bons offices dans pour le retour de la paix au Nord-Mali.

Général à la retraite, ATT ne s'intéresse pas moins aux conditions de vie et de travail de nos forces armées et de sécurité. Il ne manque aucune occasion pour leur manifester sa volonté

pour des Forces républicaines fortes et bien formées. Volonté réaffirmée par le Président ATT reçoit, fin juin 2007, dans la salle des banquets du Palais de Koulouba, les Officiers africains de la 19ème Promotion de l'Ecole d'Etat Major de Koulikoro. Dans cette même ville malienne, le chef suprême des Armées, préside, le 02 août 2007, la sortie de la 29ème promotion de l'EMIA baptisée « Général Cheick Oumar Diarra ». Dans le même sens, le Président ATT se rend, le 22 avril 2008, à l'Ecole Nationale de Police où se déroulait la cérémonie de sortie du Contingent 2006-2007 de la police malienne. Il comprend 786 éléments dont 56 Commissaires, 69 Inspecteurs et 661 Sous-Officiers. Auparavant, le 15 janvier 2008, ATT s'est rendu à Kati pour déjeuner avec les élèves du Prytanée Militaire dans le cadre des festivités du 20 Janvier, marquant le 46ème Anniversaire de l'Armée malienne. Pour ses Frères d'Armes, toutes catégories et corps confondus, le Chef Suprême des Armées a offert, le 19 janvier, la traditionnelle Garden Party, qu'il a instaurée depuis Janvier 2003, dans le Jardin du Palais présidentiel.

Toujours soucieux du renforcement des capacités de nos Forces Armées et de Sécurité, le Chef de l'Etat, préside le 03 Aout 2007, à la Base Aérienne 101 de Sénou, la cérémonie de réception de nouveaux aéronaves (Mig et hélico) et de leurs accessoires acquis par l'Armée de l'Air. Sur un autre terrain militaire, le Président ATT se rend, le 07 septembre dernier, au Centre d'instruction Balla Koné de la Gendarmerie (sis à Faladié) où se trouvait le commandement de l'Opération Flintlock (20 août – 08 septembre), exercice militaire co-organisé par les Etats Unis d'Amérique à l'endroit des forces armées et de sécurité de plusieurs pays africains. Pour saluer cette coopération militaire avec les Américains, le Chef de l'Etat a reçu en audience, le 28 février, le Général Peter Chaveas, directeur du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA) du



Remise de clés aux propriétaires des logements sociaux de Yirimadio

Département de Défense des USA, à Bamako, dans le cadre du Séminaire de formation stratégique de la CEDEAO, tenu, du 25 au 29 février.

### Agriculture et souveraineté alimentaire

Assurer la Souveraineté alimentaire au Mali et faire de notre Pays une Puissance Agricole, tels sont des objectifs majeurs fixés par le PDES. Dans cette optique, le Président ATT, deux semaines seulement après son (re) investiture, procède, le 24 juin 2007, à Manabougou (Commune rurale de Tienfala, Cercle de Koulikoro) au lancement de la Saison agricole 2007 – 2008. Cette Saison est malheureusement caractérisée par une flambée des prix des denrées de grande consommation (surtout des céréales et des produits alimentaires) à travers le monde. Dans de nombreux Pays africains et d'autres Continents, l'on a connu des émeutes de faim et d'autres manifestations trop violentes. Par contre au Mali, la prévoyance et la lucidité des Autorités de l'Etat ont pu nous éviter des scènes de violences horribles. Gouverner, c'est prévoir, dit-on. D'où « l'Initiative Riz », lancée, le 15 avril dernier, par le Premier Ministre Modibo Sidibé en vue d'accroître la production et la productivité rizicoles à partir de la prochaine campagne Agricole.

Aux initiatives de l'Etat, il faut ajouter l'accompagnement des opérateurs économiques et des organisations syndicales. Ces catégories socioprofessionnelles sont représentées aussi au Conseil Supérieur de l'Agriculture, un organe issu de La Loi d'Orientation Agricole (volonté politique du Président ATT). Ce Conseil a déjà tenu, sous la présidence du Chef de l'Etat, deux Sessions les 10 janvier et 28 avril 2008.

### Infrastructures routières

Dans le but de poursuivre les réalisations des infrastructures, le Président ATT s'est engagé pour la construction du 3ème Pont de Bamako, grâce à la fructueuse coopération sino-malienne. Le 17 mai 2007, il visite le site du 3ème Pont de Bamako, situé à Sotuba près du pont des aigrettes. Le 16 novembre dernier, le chef de l'Etat préside dans la Salle des Banquets du Palais de Koulouba la cérémonie de signature du Contrat de conception du 3ème Pont de Bamako, entre le Mali et la Chine. Deux semaines plus tard, le 02 décembre, le Président ATT reçoit en audience le Premier Ministre Modibo Sidibé et la délégation qu'il a conduite à Djeddah, en Arabie Séoudite (fin novembre) dans le cadre des négociations de financement du Barrage de Taoussa par la Banque Islamique de Développement (BID).

Pour soutenir les immenses efforts de constructions d'infrastructures routières, le Président ATT préside, le 11 mars 2008, dans la salle des Banquets du Palais de Koulouba, la cérémonie de lancement de la 2ème Phase du Programme Sectoriel des Transports (PST II). Coût : 52 milliards de FCFA dont 44 milliards financés par la Banque Mondiale et 8 milliards par l'Etat malien. Presqu'un mois plus tard, le 15 avril, dans la même Salle à Koulouba, le Président ATT reçoit une délégation des Marcheurs du Mandé (accompagnés des autorités politiques et administratives de leur localité), venus de Kangaba pour lui manifester leur joie et reconnaissance suite à la décision présidentielle de bitumer de la Route Bamako – Kangaba. Les travaux de ce bitumage ont commencé le 8 juin avec les premiers coup de lame donnés par le Chef de l'Etat, accueilli dans

l'enthousiasme et la liesse populaire sur le trajet concerné. Toutes aussi joyeuses, les populations des 5ème, 4ème et 3ème Régions sont sorties massivement pour accueillir le Chef de l'Etat en tournée dans leurs localités. Du 10 au 13 mai dernier, ATT a ainsi inauguré des voies bitumées de raccordement reliant respectivement les villes de Sofara (Cercle de Djenné), de Djéli (Cercle de San), de Tominian et de Yorosso à des Routes Nationales. (Coût de ce Projet de voies de raccordement : 6,640 milliards F CFA). Désormais, pour rallier les zones de productions de l'Office du Niger aux zones de consommation dans le Sahel Occidental, les populations empruntent la piste rurale Niono – Nara, inaugurée dans la liesse populaire par ATT.

Toutes ces infrastructures routières contribuent au désenclavement des localités desservies. Mais, elles pourraient connaître, comme d'autres en ont connus, ces derniers temps, à travers le pays, à augmenter le nombre de cas de victimes de graves accidents de circulation. Préoccupé par ce phénomène qui frappe le plus les jeunes, le Président ATT a exprimé la volonté politique en faveur de la sensibilisation, le 02 janvier 2008, sur le Boulevard de l'Indépendance, à Bamako, en présidant la cérémonie de clôture des activités de la 5ème Edition de la Semaine Nationale de la Sécurité Routière.

### Logements sociaux

Bâtisseur, ATT, truelle à la main (pose de première pierre) ou coupant un ruban symbolique avec une paire de ciseaux, cette image n'étonne plus les Maliens. Avec la concrétisation de sa politique de construction de 3500 logements sociaux engagée en 2003, le Chef de l'Etat a

Suite en page 3



### Suite de la page 2

procédé, le **27 juin** dernier, à Yirimadio (Commune VI de Bamako) à la remise symbolique des clés aux bénéficiaires des 759 logements sociaux. Dans le volet partenariat public-privé, la SEMA-S.A a construit 406 logements sociaux à Yirimadio et à Samé (Commune III de Bamako). IFA-BACO en a bâtis 160 à Sébénicoro (Commune IV de Bamako). Leurs bénéficiaires ont reçu leurs clés des mains du Président ATT, respectivement le **07 juillet** et le **14 juillet 2007**. A cette date, l'on s'est rendu compte qu'il y a eu finalement 4066 logements sociaux construits à travers le Mali. D'ailleurs, le Chef de l'Etat a magnifié, le **21 février** dernier, ce Partenariat Public Privé lors de l'ouverture du 3<sup>ème</sup> Salon de l'Habitat de Bamako (SAHABA, tenu du **21 au 24 février**, placé sous le thème «Habitat et les enjeux du Partenariat Public Privé». Presque sur le même thème, au Palais de Koulouba, le Président ATT préside, le **18 février**, les travaux de la 5<sup>ème</sup> Session du Conseil Présidentiel pour l'Investissement (CPI-Mali) sur le thème «quels Partenariats Publics - Privés pour une croissance accélérée au Mali? »

Un tel partenariat a permis de bien boucler le Programme Spécial de construction de logements sociaux (2003-2007). Un autre Programme visant 10.000 logements est engagé par le Chef de l'Etat pour la période 2008-2012. Son lancement a eu lieu le **11 avril 2008**, par le Président ATT à Tabacoro (Route de Ségou), à travers la pose de la première pierre des 5400 Logements sociaux. Parallèlement, une politique d'aménagement urbain s'effectue. Le **25 avril** dernier, le Chef de l'Etat préside (en compagnie du Prince Aga Khan) la cérémonie de lancement des travaux d'aménagement du Parc Urbain de Bamako, espace situé au pied des collines de Koulouba et Point-G et compris entre le

Jardin Zoologique, le Jardin Botanique et le Musée national.

L'implication du Groupe Aga Khan dans de telles réalisations prouve la complémentarité entre l'Etat et le secteur privé.

### Secteur privé et PME

Le renforcement de ce Secteur privé et des Petites et Moyennes Entreprises constitue l'un des axes fondamentaux du PDES. Le Président ATT l'a rappelé, le **8 septembre 2007** lors de la pose de la 1<sup>ère</sup> pierre du siège du CNPM (Conseil National du Patronat du Mali) à Hamdallaye ACI 2000. Il l'a réaffirmé, un mois plus tard, le **7 novembre**, à Sogoniko en inaugurant Toguna Agro-Industrie, usine de production d'engrais construite par l'opérateur économique Seydou Nantoumé. Le Chef de l'Etat encourage une autre initiative privée en présidant, le **27 mars** dernier, la cérémonie d'inauguration de l'Immeuble commercial Simpara Center (appartenant à l'opérateur économique Madiou Simpara), sis au Marché Dabanani.

Auparavant le **30 novembre**, ATT procède au Parc des Expositions de Kalaban, à l'ouverture de la 8<sup>ème</sup> FÉBAK (Foire internationale d'exposition de Bamako). Le **lendemain**, il reçoit en audience une délégation des participants (conduits par Jeamille Bittar, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali) à la 33<sup>ème</sup> Assemblée générale de la Conférence Permanente des Chambres Consulaires d'Afrique francophone (Bamako, 28-30 nov).

Deux jours après, le 3 décembre, le Président ATT préside au CICB la cérémonie d'ouverture du Forum organisé à Bamako par la Banque mondiale sur le rôle du secteur privé dans la lutte contre le VIH-SIDA dans les entreprises africaines. Une autre rencontre dite Forum de Bamako a eu lieu mi-février sous l'égide de l'Institut des

Hautes Etudes en management (IHEM). Ses participants ont remis les conclusions de leurs travaux sur le thème «l'Afrique, un nouveau pôle géostratégique, les enjeux» ainsi qu'un Prix de reconnaissance au Chef de l'Etat, le **24 février** à Koulouba. Deux mois après, le **25 avril 2008**, le Chef de l'Etat procède à l'inauguration du Marché Hiji Traoré (ex-Machinganji) dans la ville de Mopti.

### Approvisionnement en Eau & Electricité

Dans le domaine énergétique, la disponibilité et l'approvisionnement des populations en eau et en électricité sont une préoccupation de premier ordre chez le Président ATT. Le **4 juillet 2007**, il reçoit en audience une délégation des experts iraniens conduite par M. B. ESLAHCHI, chef du Projet «Kenéi ». Ce Projet concerne la réalisation d'un barrage hydroélectrique (d'une capacité de production de 42 Megawatt) à Kenéi entre Bamako et Koulikoro. Le financement est assuré par un prêt (plus de 85 milliards FCFA) de l'Iran. Avec un autre pays, la Côte D'Ivoire voisine, le Mali entreprend des travaux d'interconnexion des réseaux électriques. Le **26 janvier** dernier, les Présidents Touré et Gbagbo ont procédé à Ferkessedougou (RCI) puis à Sikasso (Mali) au lancement de ces travaux. Grâce aussi à la coopération bilatérale entre le Mali et la Libye, le Canal Kabara-Tombouctou a été creusé. Le **30 novembre 2007**, le Président ATT, accompagné des Représentants du Frère Guide de la Libye Moammar Kaddafi, a procédé à la mise en eau de ce Canal vital pour la ville sainte de Tombouctou.

Pour la ville de Bamako, les difficultés d'accès à de l'eau potable vont être résolues en grande partie grâce à la construction des stations compactes à Baco-Djicoroni et à Magnambougou. Dans ce second quartier populaires, le Chef de l'Etat a déjà

inauguré, le **21 avril 2008**, la Première Unité compacte de production d'eau potable. Quelques semaines auparavant, **1<sup>er</sup> Mars**, le Président ATT avait présidé, aux bords du fleuve Niger, côté Palais de la Culture de Bamako, la cérémonie d'ouverture de la 3<sup>ème</sup> édition du SIDEAU (Salon international de l'Eau, **1<sup>er</sup> - 05 Mars**). Thème de SIDEAU 2008 : «Eau et développement durable ». Dans la même optique, le Mali, a travers la présence au CICB du Chef de l'Etat, et Water Aid ont procédé, le **19 novembre** dernier, au lancement du Volet Assainissement de la Campagne pour l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène.

### Femmes et Jeunes dans la production nationale+Ecole+santé

«ATT an bè sa i no fè» (ATT, nous mourrons pour toi!) Ce slogan qui sort des poitrines des enfants depuis Mars 1991 est toujours scandé par les « Amis de toutes les circonstances » du Président ATT. Pour ne pas les décevoir, ce dernier multiplie les actions en leur faveur dans plusieurs domaines. Le **16 juin 2007** dernier, il leur a réitéré son engagement lors de la célébration de la 16<sup>ème</sup> Journée de l'Enfant Africain, placé sous le thème de la «**lutte contre la traite des enfants**».

Même engagement réaffirmé, le **22 novembre** lors de l'audience présidentielle accordée à une délégation de la COMADE (Coalition malienne des Droits des Enfants) venue faire le point des activités de la Journée Internationale de l'Enfant célébrée chaque 20 novembre). Quelques semaines après, au CICB, le **5 janvier 2008**, Le Président ATT préside la 10<sup>ème</sup> Session du Parlement des Enfants du Mali. A toutes ces occasions, le Chef de l'Etat se préoccupe de la condition de l'enfance et de celle de formation et d'emploi des jeunes du Mali. Le **02 Sept 2007**, le Président ATT était l'Invité

Surprise au Palais de la Culture où se déroulait l'enregistrement de la finale de «Maxi-Vacances», émission télévisuelle de l'ORTM. A cette occasion, le chef de l'Etat a exhorté les jeunes au travail et à l'abnégation. Il s'est engagé à faire passer de 30% à 35 % la part de l'Education dans le budget d'Etat. Des exhortations renouvelées au nouveau Bureau Exécutif National du Conseil National de la Jeunesse du Mali, reçu à Koulouba le **19 mai** dernier.

Quand on est avec les enfants, on se préoccupe des conditions de vie et de travail de leurs mères. Dans le PDES, l'accent est mis sur l'importance du rôle des femmes dans notre société. Pour leur promotion et leur protection, selon les exigences de la modernité, le Président ATT s'est engagé pour la relecture de certains textes dont le Code des Personnes et de Famille qui date de 1962 au Mali. Le processus de relecture en cours a connu un tournant important le **21 mai** avec la remise au Chef de l'Etat du Rapport de la Commission de réflexion sur le Projet de loi en question. En attendant, les plus hautes Autorités de l'Etat ne ménagent aucun effort pour soutenir les actions des femmes dans la production nationale. D'où la présence du Chef de l'Etat, le **8 mars 2008**, sur le Boulevard de l'Indépendance, à la cérémonie commémorative de la Journée Internationale de la Femme, marquée par un Grand Défilé des Organisations féminines de la Société Civile, des opératrices économiques, des Projets, Programmes et ONG intervenant dans le domaine de la promotion féminine et des éléments féminins des Forces armées et de Sécurité (Gendarmerie, Police nationale, Garde nationale et Protection civile). Le thème de cette journée était «financement de l'équité du Genre et renforcement du pouvoir économique des femmes»

Dans ce sens, pour les aider et les encadrer dans leurs activités de développement, le Président ATT a décidé de construire une «Maison de la Femme et de l'Enfant» dans les huit (8) capitales régionales du Pays. Bamako en aura deux (à Sabalibougou et à Darsalam). Leurs travaux de construction ont été lancés le **12 janvier** par le Président ATT. Ces dix «Maisons» seront construites grâce encore à l'amitié et la solidarité qui lient les Peuples chinois et maliens. Au nom de cette solidarité, le Chef de l'Etat a remis, le **25 mai** dernier, à l'Ambassadeur Zhang Guonqing, un chèque de 50 millions de FCFA, en guise de contribution symbolique du Mali suite au séisme qui a frappé la Province de Sichuan, **début mai**. Cette remise est intervenue moins d'une semaine après la signature présidentielle du Livre de

condoléances ouvert à l'Ambassade de Chine au Mali.

L'exemplaire coopération sino-malienne se renforce avec la construction de deux nouvelles facultés universitaires qui seront bientôt inaugurées par le Président ATT. Un pas de plus pour l'Ecole malienne qui, malgré des difficultés conjoncturelles et structurelles, célèbre, chaque année, la «Journée du Bon Elève». Cette fête de l'Excellence, instaurée en Septembre 2002, a connu sa 6<sup>ème</sup> Edition le **21 septembre** dernier, avec des récompenses offertes à 122 élèves, dans l'enceinte même du Palais de Koulouba. Le chef de l'Etat en a profité pour rendre un hommage mérité, à l'initiateur de cette « Journée », le défunt ministre de l'Education Nationale, le Pr. Mamadou Lamine Traoré.

Le Palais présidentiel avait auparavant, le **13 juillet 2007**, célébré deux Maliens, excellents dans leurs domaines d'activités respectives et récompensés sur la scène internationale en Juin 2007. C'est d'abord le septuagénaire photographe Malik Sidibé (doyen de nos photographes), récipiendaire de «Lion d'Or» remporté le **10 juin 2007** lors de la Biennale des Arts de Venise (Italie). C'est ensuite le Pr. Ogobara Doumbo, chercheur et président du Centre de recherche et de formation sur le paludisme (basé à Point-G, Bamako), lauréat du Prix Christophe Mérioux, à lui décerné le 1<sup>er</sup> juin 2007 dernier par l'Académie des Sciences de France.

Cette récompense offerte au Pr. Doumbo n'est pas sans rappeler les multiples efforts de l'Etat malien pour la recherche, la prévention et la lutte contre certaines épidémies et la pandémie du VIH-SIDA. Dans ce domaine, le **1<sup>er</sup> décembre** dernier, le Président ATT, comme d'habitude, préside la cérémonie commémorative de la Journée Mondiale de la Lutte contre le VIH-SIDA. Pathétique cérémonie marquée au Mali par le lancement du Mois de lutte anti-VIH-SIDA, doublé cette année par le lancement de la 6<sup>ème</sup> Edition du Festival Ondes Liberté (réunissant les Radios d'Afrique francophone) sur le thème «Radios et lutte contre le VIH-SIDA». A la fin de ce Mois, le **24 décembre**, le Chef de l'Etat a invité tous les acteurs impliqués à plus de vigilance afin de consolider les acquis et de relever les défis (stigmatisations, gestion rationnelle des ressources) lors de la Session statutaire (à Koulouba) du Haut Conseil National de Lutte contre le VIH-SIDA.

Toujours présent sur le terrain



Signature d'un accord entre le Mali et les organismes du système des Nations Unies

Suite en page 4



## ATT au service du Mali - 12 mois au pas de charge (suite)

### Suite de la page 3

de la sensibilisation, le Président ATT préside, le **13 décembre**, la cérémonie de lancement de la campagne intégrée de vaccination contre la rougeole et la poliomyélite, d'administration de Vitamine A, d'albendazole et de distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide. C'était dans l'enceinte du Groupe Scolaire de Sébénikoro. Non loin de là, à l'ex-Institut Marchoux de Djicoroni-Para, l'ancien chef des Para-Commando préside, le **16 mars**, les festivités de la 55<sup>ème</sup> Journée Mondiale des Lepreux. Dix jours plus tard, après avoir accompli son devoir national en rendant hommage aux Martyrs de l'Avènement de la démocratie pluraliste au Mali en 1991, le Président ATT procède dans l'après-midi du **26 mars** dernier, à l'inauguration des nouveaux bâtiments du Service Accueil Urgences du Centre Hospitalier Universitaire Gabriel Touré. Projet financé par la Fondation Thiam présidée par Moctar Thiam (500 millions FCFA) et par l'Etat malien. Le **6 juin**, le chef de l'Etat a inauguré la polyclinique médico-chirurgicale du fleuve, sise à Baco-djicoroni ACI, du promoteur Dr Ibrahim Faganda Traoré.

Dans le domaine de la santé, il faut aussi relever la portée symbolique de la présence présidentielle à la cérémonie célébrant la Journée Nationale de la lutte contre la Tuberculose (**10 avril**) ainsi que la 8<sup>ème</sup> Journée Africaine couplée à la 1<sup>ère</sup> Journée Mondiale de la Lutte contre le Paludisme (**25 avril**). Dans le même mois, le Pr Gil Tcherna, coordinateur scientifique du Centre français de recherche sur la drépanocytose a eu des échanges avec le Chef de l'Etat (**22 avril**).

### Diplomatie : efficacité, ouverture et diversité

Sous l'inspiration du Président ATT, la diplomatie malienne a engrangé de précieux acquis au cours des douze mois écoulés. Le Mali entretient de plus en plus de bonnes relations avec plusieurs Etats et des Organisations internationales. L'une des preuves de l'efficacité de notre outil diplomatique se trouve dans l'aboutissement des négociations pour le financement de nos Programmes et Projets de développement. Durant le premier trimestre de cette année 2008, le Chef de l'Etat a lui-même présidé à Koulouba, des cérémonies de signature d'Accords ou de Conventions avec des Pays amis et Organismes partenaires du Mali.

C'est ainsi que le **08 janvier** dernier, la Salle des banquets du Palais de Koulouba a abrité la signature des Conventions (Plan d'Action de cadre de coopération) entre le Gouvernement du Mali et le Système des Nations Unies (PNUD, PAM, FNUAP, UNICEF). Un mois plus tard (**6 février**), au même endroit, a eu lieu la cérémonie de présentation du Document de Stratégie Pays - Programme Indicatif National du Mali dans le cadre du 10<sup>ème</sup> FED, signé en décembre 2007 entre le Mali et l'Union Européenne. A travers ce Document, l'Union Européenne s'engage à mettre à la disposition du Mali une enveloppe de 366,876 milliards de FCFA pour la période 2008-2013. Un mois plus tard (**7 mars**), le Président ATT a reçu en audience successivement les Ambassadeurs de la Chine au Mali, M. Zhang Quoqing et du Canada au Mali, Isabelle Le Roy. Le premier diplomate est venu réaffirmer l'engagement de La Chine à doter le Mali d'un grand Hôpital

qui sera construit à la Rive Droite de Bamako (vers Yirimadio). Quant à la diplomate canadienne, elle a expliqué au Chef de l'Etat les dispositions prises par son pays pour l'exécution du Protocole d'Accord entre nos deux Pays, portant appui budgétaire (6,2 milliards FCFA) au Programme du Développement Institutionnel (PDI) et Assistance Technique (1,8 milliards CFA) au Commissariat au Développement Institutionnel (CDI). La signature de ce Protocole a eu lieu tout juste après cette audience présidentielle au ministère des Affaires étrangères.

La coopération canadienne s'est également manifestée, le **28 mars**, à travers la signature, en présence du Président ATT, du Protocole d'entente entre le Mali et le Canada relatif à l'appui aux Programmes nationaux en Education, en Santé et à la Réforme des Finances publiques. Montant total : 128 millions de dollars, soit près de 55 milliards de FCFA. Toujours à Koulouba, avant toutes ces cérémonies de signature de Protocole d'Accord, il y a eu, sous la présidence du Chef de l'Etat, le **23 Juin 2007**, celle concernant la signature de la convention entre le gouvernement du Mali (représenté par le ministre (d'alors) des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine, Oumar Hammadoun Dicko) et le Panel des Eminentes personnalités du MAEP (Mécanisme africain d'évaluation des pairs) dans le cadre du NEPAD représenté par sa présidente le Dr Doronthy Njeuma.

La signature de tels documents exprime la marque de confiance dont jouit notre pays auprès de la communauté internationale. Cela s'explique aussi par la tenue à Bamako de plusieurs Grandes Rencontres. On peut en citer pour 2007- 2008 : **la conférence régionale de l'UNESCO sur l'alphabétisation en Afrique** (10 - 12 septembre) avec la présence de plusieurs Premières Dames d'Afrique ; **la 3<sup>ème</sup> Réunion consultative des plénipotentiaires du XI<sup>ème</sup> FAD (Fonds Africain du Développement) dans le cadre de la BAD** (20 - 21 septembre); **la 4<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de la Communauté des Démocraties** (14 - 17 novembre) et le **Séminaire de formation stratégique de la CEDEAO** (25 - 29 février). A toutes ces rencontres, le Président ATT a mis l'accent (soit à l'ouverture soit à la clôture) sur l'importance que le Mali leur accorde dans les différents domaines concernés.

Pour mériter de telles confian-

ces, le Président ATT, inspirateur de cette diplomatie efficace, a opté pour l'ouverture et la diversité dans le partenariat bi ou multilatéral. La voix du Mali a été ainsi entendue lors de nombreux voyages présidentiels à travers le monde. Depuis le 8 juin 2007, le Chef de l'Etat s'est ainsi rendu dans beaucoup de pays en visites d'Etat, de travail ou d'amitié.

Le **30 juillet 2007**, le Président ATT a assisté à **Bouaké**, à la cérémonie « Flamme de la Paix » pour sceller la retour de la paix en Côte d'Ivoire qui souffre d'une guerre civile depuis Septembre 2002. En visite privée en France (**18 - 27 octobre**), le chef de l'Etat est invité à déjeuner par le Président Sarkozy après avoir rendu une visite de courtoisie à l'ancien Président Jacques Chirac. Durant ce séjour français, ATT est installé Membre Associé de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer et reçoit la distinction Docteur Honoris Causa de l'université de Lyon-III.. Un mois plus tard, les 24 et **25 novembre**, le Président ATT effectue une visite d'Etat en Algérie. Visite pareille au **Ghana du 17 au 19 avril** derniers. Auparavant, le Chef de l'Etat participe (les **19 et 20 mars**) à Kampala (**Ouganda**) aux cérémonies de Maouloud (anniversaire de la naissance du Prophète Mahomet, PSL !).

### Reconnaissance internationale

S'agissant de la participation malienne aux rencontres internationales, on peut constater que le Mali a rarement raté une Conférence au Sommet des organisations sous-régionales, régionales voire internationales. Les **2 et 3 juillet 2007**, le Président ATT participe à Accra (**Ghana**) au IX<sup>ème</sup> Sommet de l'Union Africaine. Six mois plus tard (**30 janvier - 3 février 2008**), le Chef de l'Etat est à Addis-Abeba (Ethiopie) au 10<sup>ème</sup> Sommet ordinaire de l'Union Africaine. A l'issue de ce Sommet, le Mali est élu membre du Conseil de Paix et de Sécurité. Le Vice-Premier ministre Gabonais, chargé des Affaires étrangères, de la Coopération et de la Francophonie, Jean Ping est élu Président de la Commission de l'Union Africaine en remplacement de notre compatriote Alpha Oumar Konaré qui a dirigé cette commission de 2003 à 2008.

Le Président ATT prend part, les **8 et 9 décembre**, à Lisbonne (**Portugal**) au II<sup>ème</sup> Sommet Europe-Afrique. Du **10 au 12 décembre**, le Président ATT se

rend au siège des Nations - Unies à New York (USA) où il s'adresse à la Session Spéciale de l'Assemblée Générale sur les questions de l'enfance (UNICEF). Un mois après, les **17 et 18 janvier 2008**, il est présent au Ouagadougou (**Burkina Faso**) pour les travaux du Sommet de l'UEMOA qui a nommé les nouveaux Gouverneurs de la BCEAO et le président de la BOAD. Il retourne dans la capitale du Burkina (**25 février**) pour une rencontre des chefs d'Etat de l'UEMOA avec le nouveau Directeur Général du Fonds Monétaire International, le Français Dominique Strauss-Kahn.

Du **12 au 14 mars**, le Président ATT participe à Dakar (Sénégal) aux travaux du XI<sup>ème</sup> Sommet de l'OCI (l'Organisation de la Conférence Islamique). Deux semaines plus tard (**2 avril**), Abuja (Nigeria) abrite la 8<sup>ème</sup> Conférence régionale sur la lutte contre la dracunculose en Afrique. En marge des travaux, le Centre Carter remet au chef de l'Etat malien un Prix Spécial pour son engagement personnel dans cette lutte. Le **30 avril**, le Président ATT participe, à Niamey (Niger) au VIII<sup>ème</sup> Sommet de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN). En dehors de l'Afrique, ATT participe du **26 au 31 mai** à Yokohama, (**Japon**) à la 4<sup>ème</sup> Conférence Internationale de Tokyo pour le Développement de l'Afrique (TICAD-4).

En plus de ces déplacements à l'étranger, l'un des indices sérieux de ces bonnes relations est la très nombreuse visite dans notre Pays d'éminentes Personnalités (Hommes d'Etat, Dirigeants d'organismes multilatéraux).

La dernière arrivée d'un chef d'Etat étranger au Mali est celle du Président Abdoulaye Wade du Sénégal. En provenance d'Inde (**le 12 avril** dernier), le chef de l'Etat sénégalais a fait une escale de quelques heures à l'aéroport de Bamako-Sénou où il a eu des échanges avec son homologue malien sur des sujets brûlants telle la hausse vertigineuse des produits de première nécessité pour les populations des deux pays. Un mois auparavant, le Président de l'Autorité de Palestine (**11 Mars 2008**) Mahmoud Abass, effectue une visite d'amitié de 24 Heures au Mali. Il y avait été précédé, les **22 et 23 février**, par le Président de l'Autriche, Dr Heinz Fischer accompagné de son épouse Magit Fischer (**22 et 23 février** derniers).

Auparavant, en **Juin 2007**, le Président ATT a accueilli ses homologues du Bénin **Thomas**

**Boni Yayi**, du Burkina Faso **Blaise Compaoré**, du Congo **Denis Sassou Nguesso**, de la Centrafrique **François Bozizé**, de la Mauritanie **Sidi Mohamed Ould Abdallahi**, du Gabon **Omar Bongo Ondimba** et du Tchad **Idriss Deby Itno**. Ils étaient des Invités de marque à la cérémonie d'investiture (**8 juin**) du Président ATT, brillamment réélu à l'issue du scrutin présidentiel du 29 avril 2007. Outre ces Chefs d'Etat, il y avait également plusieurs personnalités étrangères dont les Premiers Ministres de la Côte d'Ivoire, **Guillaume Soro**, du Sénégal, **Maky Sall** et du Maroc **Driss Jettou**. Trois autres Premiers Ministres seront reçus quelques mois plus tard. Il s'agit de celui de Sao Tomé et Principe, **Patrice Emery Trovoada** (27 avril), de celui de la Libye, **Al Bagdadi Al Mahmoudi**, Secrétaire Général du Comité Populaire Général (Gouvernement), en visite de travail au Mali (**8 et 9 mai**) puis de celui de la République Tchèque **Mirek Topolaneck**, en visite de travail au Mali (**17-18 mai 2008**). Sur ce registre, on peut signaler l'audience accordée le **16 novembre 2007** à **Lionel Jospin**, ancien Premier Ministre français.

Bien avant son chef du gouvernement, le Frère Guide de la Libye **Moammar Kaddafi** était venu à Bamako, les **22 et 23 juin 2007**, en caravane de route (Mali, Guinée, Sierra-Leone et Côte d'Ivoire) pour Accra (Ghana) en vue du IX<sup>ème</sup> Sommet de l'Union Africaine. Pour le renforcement de la coopération Mali-Libye, le Directeur de cabinet du Frère Guide de la Libye et directeur des Fonds Libyens des investissements en Afrique, **Bachir Sallah Bachir** a séjourné à Bamako, le **6 août**. Le Président ATT a aussi reçu à Bamako d'illustres Anciens Chefs d'Etat tels le Français **Jacques Chirac** (**13 décembre 2007**) et le Mauritanien **Ely Ould Mohamed Vall** (**21 Mars 2008**). Outre l'arrivée à Bamako de ces personnalités, on peut ajouter les visites effectuées au Mali par la Première Dame des USA, **Mme Laura Bush**, en tournée africaine (**29 juin**), le Prince saoudien Son Altesse Alwaleed Bin Talal (**8 août 2007**) et le Prince Aga Khan (**24 avril 2008**).

En plus, de nombreux chefs d'institutions internationales se sont rendus à Bamako. On en retient : **Mme Barbara Frost**, directrice exécutive de l'ONG Water Aid International (**28 juin**); le Vice-président de la Banque Islamique du Développement, **Amadou Bocar**

Suite en page 5



Les Présidents ATT et Gbagbo à Sikasso pour l'interconnexion des réseaux électriques Mali - Côte d'Ivoire



## Suite de la page 4

**Cissé (28 juillet)**, notre compatriote **Issa Coulibaly**, alors président par intérim de la BOAD (29 août). Le nouveau président de la BOAD, **Abdoulaye Bio Tchané**, lui sera reçu le 1er mai dernier. Auparavant, le 11 septembre, le Directeur Général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura en séjour à Bamako dans le cadre de la conférence régionale sur l'alphabétisation en Afrique, était l'hôte de Koulouba.

Autres dirigeants d'organismes partenaires reçus en audience par le Président ATT : le président de la BAD, **Dr Donald Kaberuka**, en visite de travail au Mali (22 septembre), le Secrétaire Exécutif de l'ABN (Autorité du Bassin du Fleuve Niger), **M. Mohamed Bello Tuga** (18 octobre), le Président de la Commission de la CEDEAO, **M. Mohamed Ibn Chambas** (30 octobre 2007 et 26 février 2008), la Directrice Exécutive du PAM (Programme Alimentaire Mondial) Mme Josette Sheeran en visite de travail au Mali (13 novembre), le Directeur du Bureau Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest de la CEA (Commission Economique pour l'Afrique) **Abdoulaye Niang** (29 Novembre 2007) ainsi que le Secrétaire Général de la CEN-SAD, le **Dr Madani Al Azari**, conduisant une délégation de ministres des Finances des pays membres de la CEN-SAD, en Assemblée générale à Bamako de la Banque Sahélienne pour l'Investissement et le Commerce (22 janvier).

Au Palais de Koulouba, le Président ATT s'est entretenu avec une bonne vingtaine de ministres ou émissaires de chefs d'Etat étrangers. Il y a eu les Africains : M. **Salvador Namburete**, ministre de l'Energie de Mozambique (19 juillet 2007); le **Dr El Tijani Faidel**, ministre Soudanais de la Coopération internationale (28 juillet), l'ancien ministre du Burkina M. **Frédéric Assomption** Korsaga, désormais administrateur à la BAD du Groupe de Pays dont le Mali (9 août); MM. **Seydou Bouda** (28 août) et **Djibril Bassolé** (19 septembre), respectivement ministre du Burkina Faso chargés la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat et celui des Affaires étrangères ; le ministre Secrétaire Général de la Présidence en Mauritanie, M. **Yaya Ould Ahmed Waghef**, accompagné du ministre de l'Intérieur **Yall Zakaria** (6 septembre); M. **Mourad Medelci**, ministre Algérien des Affaires étrangères (17 octobre); **Mme Laure O. Gondjout**, Ministre Déléguée Gabonaise aux Affaires étrangères (12 novembre); M. **Ahzoune Abdelam**, Porteur d'un Message du Roi Mohamed VI du Maroc

(19 novembre) ; le **Dr Abdelssalam Ali Triki**, Secrétaire (Ministre) Libyen chargé des Affaires de l'Union Africaine (22 novembre) et M. **Mamadou Beau Kéïta**, ministre Guinéen de la sécurité en visite de travail au Mali (23 novembre).

Les ministres des Pays d'Europe reçus à Koulouba sont aussi nombreux : **Jean-Marie Bockel**, (alors) Secrétaire d'Etat français chargé de la Coopération et de la Francophonie (10 juillet 2007); **Jésus Caldera**, ministre Espagnol du Travail et des Affaires sociales (26 juillet); **Louis Felipe Marquez Amado**, ministre Portugais des Affaires étrangères (30 octobre); **Brice Hortefeux**, ministre français de l'Immigration, de l'Identité nationale et du Co-développement (27 novembre); **Ib Peterson**, Secrétaire d'Etat du Danemark à la Coopération (14 décembre) ; **Erik Solheim**, ministre Norvégien de l'Environnement (27 février 2008) ; **Michael Glos**, ministre Allemand de l'Economie et des Technologies (31 mars) et **Alfredo Perez Rulcaba**, ministre Espagnol de l'Intérieur (20 mai). A eux, s'ajoute **Koffi Gnamgnane**, ancien Secrétaire d'Etat français à l'Intégration et aux Affaires sociales (22 janvier);

A ces Européens, on ajoute le Sous-Secrétaire d'Etat américain aux Affaires Africaines **John D. Negroponte**, reçu à Koulouba, le 15 novembre, en marge des travaux de la 4ème Conférence ministérielle de la Communauté des Démocraties. Un mois plus tard (13 décembre), le Président ATT recevait l'Amiral américain **Zimmer**, coordinateur de l'Initiative du Président George Bush en faveur de la lutte contre le paludisme. Un autre Officier américain venu (26 février 2008) à la rencontre de ATT : le **Général William E. Kip Ward**, Commandant du commandement des USA pour l'Afrique (Africom). Auparavant, un autre Américain avait été l'hôte de Koulouba (26 juin 2007) : le **Pr. Jeffrey Sachs**, Directeur de l'Institut de la Terre à l'Université Columbia des USA, Conseiller Spécial du Secrétaire général de l'ONU et Directeur du Programme OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Quant à l'Américaine **Matt Lynch**, Responsable de « Voices », elle s'est engagée dans le Plaidoyer pour la lutte contre le paludisme au Mali (2 novembre).

Durant ce même mois, le Président ATT a reçu deux personnalités dans le domaine de la coopération bilatérale. Il s'agissait du **Dr Wilhem Krull**, Secrétaire Général de la



Inauguration de la route Niono - Nara

Fondation Volkswagen intéressée par l'établissement d'une coopération de recherche avec le Mali (28 novembre) et de **Water Fust**, Directeur de la Coopération Suisse, dont le pays a célébré les 30 ans de sa coopération avec le Mali (29 novembre).

## Premier supporter du Sport malien

Ancien footballeur du Club militaire USFAS, ancien Officier des Sports, pratiquant des arts martiaux, ATT est un passionné raisonnable. Son statut de Chef de l'Etat le met davantage à vivre l'ambiance qui entoure les sportifs maliens. En 2007, le Président ATT a manifesté une fois de plus sa volonté pour le développement des sports (toutes disciplines confondues). C'est ainsi qu'il a présidé les finales de la Coupe du Mali du **Hippisme** à l'hippodrome de Bamako (28 juillet), la finale de la Coupe du Mali de **Football** à Kayes (29 juillet), les finales de la Coupe du Mali de **Handball** à Bamako (11 août), les finales de la Coupe du Mali de **Basketball** à Bamako (17 novembre). En marge de finales de Handball, le Président ATT a remis un lot d'équipements à la Fédération Malienne de Boxe. Tout comme il l'a fait, lors des finales de Basketball, en faveur de nos Handicapés sportifs qui ont remporté des médailles aux Jeux Africains de leur catégorie au Nigeria.

Dans le souci d'assurer une formation à la base, l'Etat a consenti d'importants investissements au **Centre d'entraînement de Kabala**. Non loin de là, se trouvent les nouveaux locaux du **Lycée Sportif Ben Oumar Sy** (précédemment logé au Prytanée Militaire de Kati). Ces locaux ont été inaugurés le 8 novembre 2007 par le chef de l'Etat. Autres infrastructures, celles en construction dans la ville de Kayes. Notamment la nouvelle Salle des Spectacles Massa Makan Diabaté dont la première pierre a été posée le 29 juillet, en marge de la Finale de la Coupe du Mali de football. L'infrastructure la plus attendue, c'est le futur Palais des Sport (5 000 places) dont la première pierre a été posé le 6 juin dernier

par ATT. Ce Palais d'un coût de plus de 8 milliards de FCFA abritera les grandes joutes en basket, handball, volleyball, arts martiaux et boxes.

Tous ces investissements témoignent de la volonté du Président ATT de bien encadrer et de soutenir la jeunesse malienne à travers la pratique sportive. Ces dernières années, le Sport malien dans son ensemble accumule des résultats qui font la fierté de la Nation entière. Dans la continuité des acquis du premier mandat (2002 - 2007), la première année du second mandat du Président ATT est marquée par des performances sportives impressionnantes. Ces résultats concernent les disciplines sportives phares dans notre pays, à savoir le basket-ball, l'athlétisme, les arts martiaux et, dans une moindre mesure le football. Toutes choses qui confirment que le Mali vit un véritable renouveau de son sport.

Selon la Vision du chef de l'Etat, déclinée dans le PDES, le Sport malien, toutes disciplines confondues, doit prétendre à des niveaux de performance élevés. Cela passe par des actions soutenues depuis la base. Car, il n'y a jamais d'avenir et de durabilité si les relèves ne sont pas assurées. Sur les terrains sportifs, le Mali a enregistré de nombreuses performances au cours des douze mois écoulés.

Ainsi, pour la première fois de son histoire, **l'Equipe Nationale Féminine de basketball** malien s'est hissée sur le toit africain à la 20ème édition du **Championnat** de la catégorie. Ce dimanche 30 septembre au Stadium Marius Ndiaye de Dakar, Hamchéto Maïga et ses coéquipières, largement plus déterminées, se sont imposées aux Sénégalaises sur le score de 63-56. Du coup, les Aigles dames se sont offertes un ticket de **qualification (Représentantes de l'Afrique) aux Jeux Olympiques de Beijing 2008**. Quarante huit heures après cet historique sacre, l'exploit continental de nos basketteuses a été perçu à sa juste valeur par le Président ATT qui reçoit les « Reines de l'Afrique » dans le Jardin du Palais de Koulouba. Il leur offre de nombreuses récompenses et

distinctions : un logement et 1 million de FCFA pour chaque basketteuse. Ce, conformément à la coutume qu'il a instaurée de recevoir et récompenser les fils méritants du pays dans le palais présidentiel. Des membres de l'encadrement technique ont reçu des distinctions honorifiques.

Un autre sport collectif, le football, a également connu de brillants résultats qui ont culminé avec une qualification pour la **phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations, Ghana 2008**. Les Aigles du Mali ont pu arracher leur qualification lors de la dernière journée (12 octobre) en allant prendre leur revanche sur les Eperviers du Togo, sur leurs bases. A l'occasion, l'encadrement, l'équipe et les joueurs ont apprécié les conditions idéales de voyage (vol spécial à bord de l'avion présidentiel). Avec un sans-faute, les Aigles du Mali ont réussi un brillant parcours lors des éliminatoires mais ont connu une campagne ghanéenne très décevante, malgré les gros efforts consentis par l'Etat.

## Des parcours brillants

Mais la qualification à la CAN et son apport personnel, ainsi que ses résultats obtenus en Club, ont valu à notre compatriote, **Frédéric Omar Kanouté du FC Séville**, d'être élu joueur africain de l'année 2007. Kanouté devient ainsi le deuxième malien (après Salif Kéïta dit Domingo en 1970) à avoir obtenu ce trophée qui récompense le meilleur footballeur africain de l'année. Le **Ballon d'or 2007** est chaleureusement célébré à Bamako les 24 et 25 mai 2008 avec accueil populaire, caravane à travers la ville, concert d'une pléiade d'artistes et surtout une solennelle réception au palais présidentiel.

En plus, le football malien peut aussi se réjouir d'autres résultats, acquis à d'autres niveaux. Après avoir échoué de peu à accéder à la finale de la 1ère édition du tournoi de l'Intégration (UEMOA), l'Equipe Nationale locale a dominé la 19ème édition de la **Coupe Amilcar Cabral** en Guinée-Bissau pour ainsi offrir au Mali sa troisième victoire dans ce tournoi zonal après celles de Bamako-1989 et de Banjul-1997. Avec cette brillante victoire, les Aigles locaux ont démontré pouvoir constituer un renfort certain pour l'équipe senior.

Aussi, le football malien, à travers l'équipe nationale juniors a remporté de haute lutte la 1ère édition du **Tournoi du Corridor** qui s'est déroulé en Côte d'Ivoire du 3 au 11 mai derniers. Outre le Mali, le tournoi a enregistré la participation des Equipes Juniors du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Niger. En

remportant cette compétition, les Aigles du Mali assurent constituer une véritable relève pour le football malien en démontrant au passage des qualités techniques, individuelles et collectives appréciées par les observateurs. Cette victoire des Aigles est d'autant plus importante que rarement une équipe malienne a pu dicter sa loi à une équipe ivoirienne, de surcroît à Abidjan.

A ces nombreux résultats, il faut ajouter les résultats individuels acquis par **l'athlétisme** lors de la dernière édition des **Championnats d'Afrique** à Addis Abeba, en Ethiopie, du 30 avril au 4 mai 2008. Notre compatriote **Kadiatou Camara** a remporté une **Médaille d'Argent** dans les 200 Mètres s'offrant ainsi un ticket pour les Jeux Olympiques et **Ibrahim Maïga** a obtenu la **Médaille de Bronze** dans les 400 Mètres haies. Autre discipline qui nous procure de la joie : le Judo avec les deux **Médailles de Bronze** obtenues par **Adama Kéïta** et **Lassine Kanté**, lors du tournoi qualificatif pour les J.O 2008 qui s'est déroulé en Iles Maurice. Le **Judo** malien donne ainsi des signes d'un véritable réveil grâce à la conjugaison d'effort à plusieurs niveaux.

La plus grande satisfaction est venue de **Daba Modibo Kéïta**, champion du monde de **taekwondo**. L'homme qui a été reçu (7 juillet) et récompensé par le chef de l'Etat (avec une enveloppe de 10 millions FCFA) est aussi le plus grand espoir de Médaille aux JO 2008. En attendant, le Mali s'est classé **Premier au Championnat d'Afrique Francophone de Taekwondo** qui s'est déroulé mi-mai à Libreville (Gabon). Nos combattants y ont raflé sept (7) **Médailles** dont 3 en Or par **Djénéba Diarra**, **Lassine Diarra** et **Diarra Touré**, 1 en Argent par **Madou Taoré** et 3 en Bronze par **Aminata Traoré**, **Birama Diarra** et **Mariam Diarra**.

En somme, le sport malien en 2007-2008 annonce des couleurs qui donnent des signes réels d'un grand dynamisme. C'est pourquoi, aux prochains Jeux Olympiques, une forte délégation malienne sera présente dans la capitale chinoise, au grand bonheur d'un public sportif friand des bonnes performances. Ces bons résultats ont été acquis certes à la valeur des engagements personnels. Mais ils sont aussi largement tributaires de l'appui multiforme de l'Etat. C'est pourquoi, le président du Comité National Olympique et Sportif du Mali, **Habib Sissoko**, a eu raison de dire que le Président « ATT est un véritable passionné des résultats sportifs et il est une grande chance pour le Mali ».

Rassemblés par Issa DOUMBIA



## PDES : les grands jalons de l'an I

En le plébiscitant dès le premier tour de l'élection présidentielle du 29 avril 2007 avec 71,20% des suffrages exprimés, les Maliens exprimaient au président Amadou Toumani Touré leur reconnaissance pour le travail accompli au cours de son premier mandat, mais aussi les espoirs qu'ils nourrissent pour celui qu'il s'apprêtait à entamer. Le Président savait le défi lourd à relever et grand le risque de décevoir tant d'espoirs exprimés. Mais, Amadou Toumani Touré avait un allié de taille : le PDES, Programme de développement économique et social, dont l'application efficiente fait quasiment office de panacée.

Au 8 juin 2008, juger que tout est déjà rose dans un ensemble quantifié sur cinq ans, n'est pas objectif ; mais à la lumière du chemin parcouru, on peut affirmer, et le démontrer, que beaucoup a été réalisé. La santé des Maliennes et des Maliens se voit améliorée ; leur sécurité est davantage assurée ; la justice se dote de plus de moyens pour consolider son indépendance, respecter les droits des détenus et assurer une saine distribution du Droit ; moult mesures sont prises ou annoncées pour leur assurer la sécurité alimentaire et améliorer leur cadre de vie ; des routes, pistes et bretelles, des ponts, chaussées et barrages sont construits pour désenclaver les zones isolées ; des centaines de mégawatts sont projetés pour hausser le taux de couverture nationale en matière énergétique ; bref, il y a de quoi se réjouir à l'heure du bilan de l'An I du PDES. Démonstration pratique.

### La justice, pionnière du Renouveau de l'action publique

Le renouveau de l'action publique est le premier axe prioritaire du PDES qui ambitionne de faire de l'Etat malien un modèle de bonne gouvernance : Un Etat fort, une administration efficace, une justice assainie. Ce renouveau de l'action publique se matérialise sous l'introduction d'un nouvel état d'esprit, avec des hommes entièrement dévoués à la cause nationale et la lutte contre la corruption.

En la matière, le ministère de la justice fait office de pionnière. Le département a initié une action de mobilisation des acteurs de la justice pour imprimer une nouvelle dynamique à la distribution de la justice par l'adoption d'une Charte des Valeurs de la Justice en février 2008.

Les membres de la famille judiciaire sont conscients que toute entreprise humaine a besoin de valeurs fondamentales pour assurer son identité, sa cohésion, son unité, en vue d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée. C'est pourquoi, les magistrats, notaires, avocats, personnels pénitentiaires, huissiers de justice, commissaires priseurs, greffiers et secrétaires de greffes et parquets, ont adopté la Charte des Valeurs bâtie sur l'engagement, la volonté de changement et le comportement.

A travers cette charte, ils proclament leur attachement à l'ancrage de la démocratie et de l'Etat de droit ; s'engagent à intensifier les échanges de toutes sortes, à assurer l'égalité de traitement, à faire preuve d'esprit d'ouverture, de critique, d'autocritique et de transparence dans l'action ; affirment leur détermination à prendre part au renouveau du service public de la justice et s'engagent à faire preuve de cohésion, d'esprit d'équipe, de motivation, de détermination, de solidarité, de perspicacité, de transparence, de courage, de franchise, de grande capacité d'écoute, de persuasion et de rigueur au travail, ainsi que d'anticipation sur les changements. En même temps qu'elle réaffirme son attachement à l'indépendance de la justice dans un Etat démocratique et au respect des règles éthiques et déontologi-

ques.

Le processus se poursuivra par l'organisation prochaine des concertations au sein des différentes composantes autour des thèmes mobilisateurs et qui doit déboucher sur la conclusion de Pactes pour le renouveau.

Ce n'est pas tout. Dans le cadre de la lutte contre la corruption et la délinquance financière, un atelier visant la recherche de synergie entre les différentes structures intervenant dans le domaine de la lutte contre la corruption et la délinquance financière a été organisé en collaboration avec le Bureau du Vérificateur Général. L'objectif recherché étant une plus grande efficacité dans la lutte contre la corruption.

De même, des personnels magistrats du Pôle économique et financier de la Commune III du District de Bamako ont effectué des stages en juridictions en France, grâce au concours financier du Projet de Développement du secteur financier.

### Plus d'un milliard dans les palais de justice et maisons d'arrêt

Le ministère de la justice est également crédité de réalisations concrètes. Il n'a pas lésiné sur les moyens pour améliorer les conditions de travail du personnel de justice et de détention des prisonniers.

Dans le premier cas, on peut noter, la construction des palais de justice de Kati (180.555.350 F CFA), de Djenné (160.552.835 F CFA), de Barouéli (126.708.871 F CFA), de Niafunké (126.708.871 F CFA) et des locaux de l'inspection des Services Judiciaires (290.353.281 F CF) qui seront inaugurés incessamment. Par rapport à l'amélioration des conditions de détention et de vie de la population carcérale, il y a lieu de signaler la construction de la maison d'arrêt de Yélimané pour un montant de 80.000.000 F CFA et la réhabilitation des maisons d'arrêt de Koulikoro et de Bankass pour un montant total de 41.554.245 F CFA.

Par ailleurs, il y a eu la redynamisation des structures du Programme Décennal de Développement de la Justice (PRODEJ), en vue d'accélérer la mise en oeuvre du

Programme par l'élaboration d'un Plan Opérationnel.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services rendus et de l'accès à la justice et au droit, un Centre de documentation a été installé au niveau du Tribunal de Première Instance de la Commune III du District de Bamako, offrant ainsi aux professionnels et aux justiciables un fond documentaire. De même deux Bureaux d'accueil et d'orientation (BAO) ont été installés à titre expérimental au niveau des Tribunaux de Première Instance de la Commune III du District et de Ségou. Si cette expérience est concluante, elle pourra être poursuivie au niveau d'autres localités.

Des dépliants portant sur différents thèmes ont été conçus et mis à la disposition des justiciables au niveau des greffes. Enfin un site web a été mis à la disposition du public.

### Le PRODESS II en route

« L'amélioration de la santé passe par l'extension ainsi que la garantie de l'accessibilité et de la qualité des soins », dit le PDES.

Sur la base de cette orientation, le ministère de la santé n'est pas passé par des détours. La mise en oeuvre des activités de santé a été exécutée à travers les sept (7) volets de la composante santé du Programme de développement sanitaire et social dans sa phase 2, PRODESS II. Il s'agit de l'accessibilité géographique aux services de santé des districts sanitaires ; la disponibilité, la qualité et la gestion des ressources humaines ; la disponibilité des médicaments essentiels, des vaccins et des consommables médicaux ; l'amélioration de la qualité des services de santé, l'augmentation de la demande et la lutte contre la maladie ; l'accessibilité financière, le soutien à la demande et la participation ; la réforme des établissements hospitaliers et des autres établissements de recherche ; et le renforcement des capacités institutionnelles et la décentralisation.

Les principales interventions s'articulent autour de la lutte contre le VIH / SIDA ; l'extension de la couverture sanitaire ; l'accès aux soins de santé et aux médicaments (y compris la pharmacopée traditionnelle) ; la lutte contre la

maladie ; la nutrition ; la santé de la reproduction ; la réforme hospitalière ; la disponibilité des ressources humaines ; les technologies de l'Information et de la communication, planification, la gestion, le suivi-évaluation, la coopération / partenariat.

### De nouveaux centres de santé

Par rapport à l'accessibilité géographique aux services de santé des districts sanitaires, il y a eu la construction de la morgue du centre de santé de référence (CSREF) de la Commune 4 de Bamako ; de 10 centres de santé communautaires dans les régions de Kayes (Horokoto, Guiwoyo), de Tombouctou (Issabéri, Tinteleni, Kanai), de Koulikoro (Sériwala), de Mopti (Diondiori, Tialé), de Gao (Fafa, Moudakane) et du CSREF de Ménaka (Gao). Les centres de santé de Diré et de Niono sont en cours de réalisation. Pour ceux de San, Ténenkou, Youwarou, les marchés sont en cours de signature et pour celui de Yanfolila, le dossier d'appels d'offres est en cours de signature. N'oublions pas non plus les maternités de Baramandougou (Ségou) et de Bentia (Gao) ; les salles d'imagerie médicale aux CSREF de Macina, de Koro ; les logements d'astreinte au CSREF de Kidal et l'aménagement de la cour du CSREF de Fana.

Au titre des acquisitions, on peut

noter celles d'un véhicule station wagon tous terrains pour la Direction régionale de Bamako ; de 3 ambulances ordinaires pour Yélimané, et Nara et de 10 ambulances médicalisées au profit des centres de santé de référence de Yélimané, Nara, Bougouni, Macina, Ténenkou, Youwarou, Goundam, Bourem, Abébara, Commune 6 de Bamako.

Dans le cadre de la gestion des ressources humaines, 85 agents (fonctionnaires civiles et militaires et non fonctionnaires) ont bénéficié de financement pour formation aux différents certificats d'études spéciales (CES) au Mali (frais d'inscription et pédagogique pour les stagiaires bénéficiaires de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> années) dans les domaines de la chirurgie générale, cardiologie, pédiatrie, médecine interne, gynécologie obstétrique ; 13 cadres ont été formés en santé publique, 8 agents en épidémiologie au Bénin et 5 cadres intermédiaires en santé publique à Lomé au Togo. Ajoutons-y le recrutement de 435 agents dont 260 fonctionnaires et 176 contractuels ; l'élaboration d'une politique sectorielle de développement des ressources humaines, en cours de validation ; et les formations continues du personnel. Par ailleurs, il y a lieu de noter que l'Institut national de formation en sciences de santé (INFSS) a acquis des locaux à Bamako, Sikasso et Kayes pour un montant total de 258.930.672 FCFA et de l'équipement de labo-

ratoire pour un montant de 27.000.000 FCFA.

### Près de 13 milliards pour les médicaments

Au cours des 12 derniers mois, la Pharmacie Populaire du Mali a effectué des achats pour un montant de plus de 6,7 milliards de FCFA et des distributions pour un montant d'un peu plus de 6 milliards de FCFA. Cela rentre dans le cadre de la disponibilité des médicaments essentiels, vaccins, réactifs et des consommables médicaux.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services de santé, le département a fourni des appareils de radiographie et d'échographie aux CSREF de Yorosso, Douentza, de Koro et Macina ; des équipements médicaux pour 4 Centre de santé communautaire (CSCOM) de Gao (Abba Koira, Inatasas, Bahondo et Moudakane) ; des équipements complémentaires de CSCOM de Bahondo ; et de matériels et divers équipements médicaux pour 9 CSCOM de Gao.

### Gratuité des soins pour les enfants et les femmes enceintes

Dans le cadre de la lutte contre le SIDA, le nombre de personnes vivant avec le VIH prises en charge jusqu'en mai 2008 est de 17 442 contre 16 501 en fin décembre 2007 et 11 508 en fin 2006. Tous les sites ont été approvisionnés en intrants (réactifs, médicaments anti-rétroviraux et lait) ; Par rapport à l'accès aux soins de santé et aux médicaments y compris la pharmacopée traditionnelle, la disponibilité des médicaments essentiels en dénomination commune internationale (DCI) y compris les médicaments traditionnels améliorés a été améliorée.

Dans le cadre de l'amélioration de l'accessibilité financière, des décisions et initiatives importantes ont été prises. Entre autres, la poursuite de la prise en charge gratuite des cas de paludisme chez les enfants de moins de 5 ans et les

Suite en page 7



Les chantiers du désenclavement se multiplient à travers le pays



## Suite de la page 6

femmes enceintes ainsi que de la césarienne ; la disponibilité des médicaments et la poursuite de la prise en charge gratuite du traitement des malades dépistés concernant la tuberculose, la lèpre, les schistosomiasis et géo helminthiases, l'onchocercose et la filariose lymphatique ; et la mise en application du décret 07-086 fixant les prix des médicaments en dénomination commune internationale de la liste nationale des médicaments essentiels dans le secteur pharmaceutique privé.

Dans le domaine de la lutte contre la maladie, il y a eu beaucoup de réalisations dans les domaines de l'hygiène et de l'assainissement, de la médecine traditionnelle Prévention / surveillance épidémiologique avec le pré positionnement des médicaments, produits, matériels et des fonds alloués aux épidémies et catastrophes dans le cadre de la lutte contre les maladies épidémiques dans les 8 régions et le District de Bamako ; l'approvisionnement régulier des établissements publics de santé en vaccin et consommables ; les campagnes de vaccination contre le tétanos, la fièvre jaune, la rougeole, polio, administration de vitamine A, d'albendazole.

En outre, beaucoup d'efforts ont été fournis dans le cadre du Programme élargi de vaccination et de la lutte contre le paludisme, la tuberculose, le ver de Guinée, la lèpre, la cécité, les schistosomiasis et les géo helminthiases, l'onchocercose et la filariose lymphatique et le cancer.

Dans le domaine de la santé de la reproduction, le taux de césarienne est passé de 1,89 en 2006 à 2,06 en 2007 ; la proportion de décès après césarienne est passée de 2,05 en 2006 à 1,98 en 2007. Les taux suivants ont été atteints en 2007 : consultation prénatale 77 % contre 75 % en 2006, accouchement assisté 57 % contre 55 % en 2006.

Dans le cadre du soutien à la demande et la participation, on note la prise en charge des malades du cancer ; de la gratuité de la césarienne et celle des combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine ; l'allocation de subventions à la Fédération malienne des thérapeutes ; et les évacuations sanitaires en Tunisie, au Maroc et en France.

## Reforme des établissements hospitaliers

L'hôpital régional, l'unité de maintenance et la banque de sang de Sikasso sont en travaux en cours de construction, ainsi qu'un laboratoire à l'Institut national de recherche en santé publique, à Bamako. La réalisation du siège de l'Agence nationale d'évaluation des hôpitaux est en cours ; le projet de l'hôpital de Mopti à Sévaré a été accepté en conseil des ministres ; un bloc opératoire et le laboratoire de l'hôpital de Kati ont été réhabilités et étendus. Il faut enfin signaler la réalisation du 4è

hôpital national, à Missabougou/Yirimadio, sur la rive droite du fleuve Niger, à Bamako. La convention y afférent a été signée avec la Chine le 14 avril 2008. Une mission devra se rendre en Chine ce mois pour finaliser avec la partie chinoise les dossiers techniques relatifs à la réalisation des bâtiments.

Il y a eu aussi l'acquisition d'équipements spécialisés pour le Laboratoire national de la santé, de matériels médicaux (radio os / poumons, échographie, autoclave, unité dentaire, table d'anesthésie, respirateur polyvalent de réanimation) pour l'hôpital de Kati, de matériels techniques performants pour l'Institut d'ophtalmologie tropicale d'Afrique (IOTA) pour un coût total de 129.875.202 FCA.

## Gigantesque réseau routier

« Le PDES maintiendra le cap du développement des infrastructures afin d'atteindre le niveau critique indispensable au décollage économique du Mali. Ainsi, plus de 600 milliards de FCFA seront investis pour la poursuite du développement du réseau routier ».

C'est pourquoi, une place de choix est accordée aux infrastructures de transports. Il est prévu à cet effet, pour les cinq prochaines années, la réalisation de 4 600 Km de routes pour environ 766 milliards de F CFA.

Ainsi, des tronçons routiers sont actuellement en cours de réalisation ; les travaux d'autres axes routiers seront entamés dans les prochains. Il s'agit d'axes routiers Kayes-Diamou-Bafoulabé ; SékokoBafing-Kéniéba-Falémé-frontière du Sénégal ; Kita-Toukoto-Bafoulabé ; Bamako - Kangaba ; Bougouni-Sikasso (réhabilitation) ; Sévaré-Douentza (réhabilitation) et Niono - Goma Coura.

En 2009 seront lancés les travaux concernant le bitumage des tronçons Bandiagara - Bankass - Koro- Frontière Mali - Burkina Faso et Goma Coura - Nampala - Léré - Goundam - Diré.

A partir de 2010, seront lancés les travaux des tronçons Kayes - Sadiola - Kéniéba ; Zantiébougou - Kolondieba -Frontière Mali - Côte d'Ivoire ; Kadiolo - Zégoua ; Tombouctou - Douentza ; Bourem - Kidal et Gao - Bourem.

Il faut signaler aussi que les travaux de réhabilitation de la route Bamako-Bougouni sont terminés. Longue de 152 km, la route Bamako-Bougouni est un segment essentiel de la RN7 qui est l'un des plus anciens axes routiers qu'il y a au Mali. Elle a été construite en 1959 et relie le pays aux ports d'Abidjan en Côte d'Ivoire, de Lomé au Togo et de Tema au Ghana. Le chantier de la route Bamako-Bougouni a coûté un peu plus de 15 milliards de FCFA financés par le budget national et la Banque mondiale. Récemment, au mois de mai, le président de la République a inauguré des routes dans trois régions : Sofara (cercle de Djenné dans la Région de Mopti), Tominian et Djeli

(cercle de San dans la région de Ségou) et Yorosso dans la région de Sikasso. Ces localités sont désormais raccordées au réseau de routes principales. D'une longueur totale d'environ 37,5 km de routes bitumées, le projet aura coûté 5,8 milliards de FCFA sur un prêt d'environ 5,4 milliards de la Banque islamique de développement.

Sur un autre plan, le contrat de conception du 3è pont de Bamako a été signé en 2007 et les travaux de construction entamés. L'ouvrage sera fin prêt avant les festivités marquant le 50ème anniversaire de l'Indépendance, c'est-à-dire le 22 septembre 2010.

Dans la même dynamique, le Projet sectoriel des transports (PST2) 2007-2011, envisage d'apporter sa touche au désenclavement du Mali et de donner un nouveau visage à Bamako, la capitale.

D'un coût total de 53 milliards de F CFA, le second projet sectoriel des transports est financé par le gouvernement du Mali à hauteur de 8 milliards, soit 15% et la Banque mondiale pour plus de 44 milliards de nos francs soit 85%. Le projet prévoit la construction de deux routes en terre. Il s'agit de la route Kita-Toukoto-Bafoulabé, longue de 210 km qui permettra de désenclaver les communautés desservies par cet axe, largement tributaires du rail et de la route Bandiagara-Douentza et la bretelle Tongo-Togo, longues de 140 km. Par ailleurs, 2000 Km de pistes rurales seront réhabilitées dans les zones CMDT et OHVN.

Quant au District de Bamako, il aura son parcours de bus et son « Anneau des SOTRAMA », ainsi que le réaménagement de certains carrefours, la construction de rues piétonnes, l'installation de deux passerelles métalliques, sans oublier les volets environnemental et de lutte contre le VIH SIDA.

Par ailleurs, pour faire de Bamako un véritable hub sous régional, plus de 50 milliards de F CFA seront investis pour la construction d'un nouveau terminal passager, la rénovation des anciens terminaux, la construction d'un nouvel aéroport de fret et des aires de mouvement ainsi que l'aménagement de la zone industrielle sur 200 hectares.

Bref, Bamako aura un nouveau look qui en fera une destination prisée.

## 1,5 million de passagers par an

Les autres secteurs de transport ne sont pas oubliés.

Dans le cadre du transport ferroviaire, le renouvellement du matériel roulant avec l'acquisition de six (06) locomotives et de trente huit (38) wagons ainsi que la modernisation de la voie ferrée permettront de renforcer la compétitivité de toute la partie sud-ouest du Mali avec ses immenses potentialités agricoles et minières. Le trafic voyageur qui a déjà redémarqué en 2007 après plusieurs années d'interruption, concrétise



Le nouveau stade gazonné de Bougouni. L'épanouissement des jeunes bien pris en compte

la tenue d'une promesse présidentielle pour le bonheur des riverains.

Le transport aérien sera facilité par le programme de réhabilitation et d'extension de l'aéroport de Bamako Séno dans le cadre du Millénum Challenge Account (MCA) et du Projet d'Appui aux Sources de Croissance. Plus de 50 milliards de F CFA seront investis pour la construction d'un nouveau terminal passager, la rénovation des anciens terminaux, la construction d'un nouvel aéroport de fret et des aires de mouvement ainsi que l'aménagement de la zone industrielle sur 200 hectares. A la fin des travaux, l'infrastructure aura une capacité de 1,5 million de passagers par an contre 528 000 en 2006.

## L'alternative des pluies provoquées

Dans le domaine météorologique, les actions concernent le renforcement du programme de pluies provoquées pour la campagne agricole 2008. Ainsi, deux avions sont programmés pour ensemencher simultanément les nuages dans différentes zones du pays à partir des bases de Mopti et Bamako. L'ambition du Gouvernement est de faire de ce programme une véritable alternative au déficit pluviométrique fréquent en zone sahélienne. L'évaluation du programme de la campagne écoulée a montré une augmentation moyenne de 15% de la pluviométrie par rapport à la normale.

## Le prix de la sécurité et de la protection

« Au cours du mandat en cours, le cap du renforcement et de la modernisation de l'outil de défense sera gardé, ainsi que le dispositif de sécurité et de protection civile renforcé ». Face à cette orientation du PDES, le renforcement de la sécurité des personnes et des biens, l'amélioration du dispositif de couverture sécuritaire du territoire, le renfor-

cement en moyens humains et matériels, le Renouveau de l'action publique, ont été au centre des préoccupations du ministère de la sécurité intérieure et de la protection civile.

Ainsi, dans le cadre du renforcement des capacités des Forces de sécurité et de protection civile, il a été procédé au recrutement de 2 450 agents, dont 750 policiers, 700 gendarmes, 700 gardes et 300 agents de la protection civile. Toutes les Forces ont bénéficié de formations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Dans le domaine des infrastructures, il y a eu, au profit de toutes les forces, de nouvelles constructions portant sur des logements pour officiers, sous-officiers et hommes du rang, des bureaux, commissariats, brigades territoriales, postes frontaliers et plusieurs clôtures de camps.

Pour l'équipement des forces de sécurité et de protection civile, il a été acquis 59 Véhicules dont 42 pick up, 4 grues, 2 véhicules incendie et 5 ambulances.

Par ailleurs, les services de Sécurité et de Protection Civile ont reçu des tenues, du matériel de maintien d'ordre et du matériel de transmission.

Ces dotations ont eu non seulement un impact positif sur le moral des hommes, mais aussi sur leur rendement sur le terrain.

Les Forces ont également reçu d'importants lots de documents d'identification (carte d'identité nationale, carte d'identité consulaire, passeport sécurisé).

Par rapport à la couverture sécuritaire du territoire, pour mieux lutter contre la criminalité, il a été procédé, à travers la création et l'implantation de nouvelles unités pour les Forces, à la répartition rationnelle des forces en fonction de l'importance des unités et de la menace. Ceci a eu pour effet le recul de la criminalité violente notamment les braquages tant urbains que ruraux.

Dans le domaine de l'amélioration de la sécurité routière et fluviale, 4 postes de secours routier ont été implantés à Diéma, Markacoungo,

Tion (Tominian) et Sofara.

Dans le domaine du renforcement des capacités nationales en prévention et gestion des catastrophes, la Protection civile a été dotée de nouveaux équipements. Les actions en cours portent sur l'élaboration d'un projet de loi sur la gestion des sinistres et calamités et du plan national d'organisation des secours ; la poursuite du programme de renforcement des capacités nationales en gestion des catastrophes.

## 16% de couverture nationale en électricité

Actuellement, le taux de couverture nationale en matière énergétique est 16%, avec un taux rural de 7%. Les espoirs sont aujourd'hui braqués sur plusieurs projets dont le plus à même d'entrer bientôt en activité est la Centrale thermique aux fûts lourds de Sirakoro Méguetan. De sources proches de la direction nationale de l'énergie, elle pourrait être opérationnelle dans les tout prochains mois. D'une puissance installée de 55 Mgw, elle prévoit une puissance garantie de 40 Mgw qui sera injectée au réseau interconnecté.

Un autre projet aux fûts lourds, au niveau de Balingué, est à l'étude. Par ailleurs, les Maliens attendent beaucoup et surtout du projet d'interconnexion Côte d'Ivoire-Mali qui est en pleine phase d'exécution. Cette interconnexion, qui part de la ville ivoirienne de Ferkessédougou pour transiter par Sikasso puis Koutiala avant d'atterrir à Ségou où elle bouclera la boucle du réseau interconnecté national, est d'une puissance escomptée de 60 Mgw pour le Mali. Cette puissance pourrait s'étendre à 80 Mgw puis à 200 Mgw à terme.

L'interconnexion Ghana-Burkina-Mali, pilotée par la CEDEAO, est également très attendue. Prêvue pour passer par Bougouni, Bamako et Sikasso, elle est à l'étude.

Suite en page 8



## Suite de la page 7

Dans le cadre de l'OMVS, deux projets sont en vue : la Centrale hydroélectrique de Félou dont le financement est bouclé et le début des travaux imminent et le projet Gouina, moins avancé que Félou. La réelle satisfaction, en matière énergétique, provient du fait que l'électrification rurale est en pleine progression, avec un taux de 7%.

## La révolution verte en marche

Faire de l'agriculture le levier de la croissance de l'économie malienne; mettre en œuvre la Loi d'orientation agricole et rendre opérationnel le Fonds national de développement agricole ; réaliser une production de 10 millions de tonnes de céréales à l'horizon 2012, tels sont, entre autres, les grands axes tracés par le PDES pour marquer la nouvelle révolution verte au Mali.

Le ministère de l'agriculture, chargé de soutenir et d'impulser cette révolution, s'est d'abord assuré de garanties institutionnelles. Plusieurs projets de textes ont ainsi été adoptés, d'autres sont engagés dans le circuit. On peut citer le projet de décret portant modification du décret n°94-142/P-RM du 31 mars 1994 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Office du Niger, afin d'assurer une meilleure représentation des acteurs directs ; le projet de texte portant création de l'Inspection de l'agriculture pour doter le département d'outil de contrôle interne ; et le projet de décret portant allocation de la prime d'enseignant au personnel permanent chargé de la formation dans les Centres d'apprentissage agricole, dans le but de promouvoir l'enseignement et la formation professionnelle agricole et de valoriser du corps des enseignants Agricoles par sa professionnalisation.

Parmi les mesures novatrices prises par le gouvernement pour assurer la sécurité alimentaire des Maliens, vient en très bonne place l'Initiative Riz. L'Initiative Riz se veut une réponse structurelle à la crise actuelle du Riz, c'est-à-dire une mesure face à la hausse généralisée des prix des céréales et à la poursuite de cette tendance dans les années à venir. C'est une action qui aboutira à l'autosuffisance du Mali en riz et à la commercialisation des excédents de production.

## Richesse intarissable

Toute action de développement de grande envergure entreprise au Mali implique systématiquement l'Office du Niger, ce géant de l'agriculture malienne. C'est pourquoi, le Premier ministre, a consacré sa première visite de terrain (29 février-3 mars 2008) à cette zone où il a visité cinq des six zones de production : Macina, Niono, N'Débougou, Kouroumari et

Molodo. A l'occasion, Modibo Sidibé a vu les potentialités existantes, écouté les exploitants, les acteurs et tous les intervenants et échangé avec eux sur les problèmes, les pistes de solutions, les perspectives et les mesures envisagées par le gouvernement pour honorer le PDES dans sa composante agricole.

Le chef du gouvernement leur a rappelé qu'il est prévu d'aménager là, 60.000 ha de plus et d'atteindre 1 million de tonnes de riz paddy, soit la consommation nationale ; de développer la culture du blé, de l'oignon, d'autres cultures maraichères et l'horticulture ; de réaliser le Projet sucrier de Markala : (SOSUMAR), avec ses 320 millions de \$ US d'investissement, 150.000 tonnes de sucre, 7.000 emplois directs ; et de réaliser la 3ème sucrerie de SUKALA, d'un coût de 140 millions de \$ US, 100 000 tonnes de sucre, 10 000 emplois.

## Le renforcement de la sécurité alimentaire

Par rapport à la sécurité alimentaire, le gouvernement s'efforce, à travers le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) et d'autres structures semblables, de garantir un niveau de sécurité normal aux populations maliennes. Actuellement, le stock national de sécurité est de 80 000 tonnes, contre 35 000 tonnes il y a quelques années. L'ambition est d'atteindre les 100 000 tonnes en 2012. Si une formule est trouvée pour fusionner en un stock unique le stock d'intervention, les stocks commerciaux et les banques de céréales, les spécialistes du CSA sont formels que, c'est une ambition largement réalisable. Le CSA vient de boucler les concertations régionales sur les banques de céréales et s'apprête à organiser la concertation nationale.

Pour assurer la sécurité alimentaire, il y a aussi le Programme d'investissement et de développement rural des régions du Nord Mali (PIDRN) de 17 milliards de FCFA (2006-2012) à Tombouctou et Gao ; le Programme intégré de développement rural de Kidal de 11,643 milliards de FCFA (2007-2013) ; Programme d'appui à la commercialisation des céréales dans le Séno de 3 milliards de FCFA (2008-2010) et le Programme national de sécurité alimentaire (PNSA) initié avec la FAO pour 63 milliards de FCFA (2007-2012) dans l'ensemble des villages du Mali (1000 villages et fractions en 2007, 1855 villages et fractions en 2008, 3000 villages en 2009, 3145 villages en 2010 et 3000 villages en 2011) soit les 12 000 villages du Mali. Comme on le constate toutes les actions menées de Juin 2007 à Juin 2008 dans le cadre du PDES démontrent que le pays est sur la bonne voie et que les électeurs maliens ont eu raison de voter utile le 29 avril 2007.

Hamady

## CRISES PETROLIERE ET ALIMENTAIRE

# Le cap maintenu malgré la tempête

La tempête des difficultés gronde. Mais le bateau Mali maintient le cap sous la conduite de son capitaine qui a le souci de le mener à bon port avec beaucoup d'habileté.



Veille permanente pour la disponibilité de stocks suffisants

« Ce n'est pas le chemin qui est difficile, c'est le difficile qui est le chemin. » Lors d'une de ses déclarations publiques, le président de la République Amadou Toumani Touré faisait ainsi comprendre aux Maliens, de façon imagée, qu'il est conscient des difficultés qu'ils vivent au quotidien. En effet, nul ne peut ignorer le caractère difficile de la conjoncture que nous vivons actuellement. Peut-il en être autrement quand on sait que les Maliens ne sont pas les seuls à vivre cette « situation caillou ».

Dans de nombreux pays, des émeutes de la faim ont éclaté pour protester contre la hausse vertigineuse des prix des produits alimentaires. Même dans les pays riches, les populations, habituées à vivre dans l'opulence, « découvrent » les difficultés. Et ne manquent pas de manifester leur mécontentement. Les pêcheurs français n'ont-ils pas bloqué ports et dépôts de carburant des jours durant ? Ils sont imités par les camionneurs et autres taximen. Les mouvements des Français ont fait tache d'huile, incitant les pêcheurs espagnols, portugais et italiens à faire savoir leur ras-le-bol face à la flambée des prix du carburant. Les prix du carburant suscitent une réaction originale de la part de certains Américains qui organisent des séances de prière pour des prix bas.

Ce n'est pas un hasard si le carburant est à l'origine de tant de remous. Son produit source, en l'occurrence le pétrole, est à la base de cette conjoncture mondiale difficile. Selon la Conférence des Nations-unies pour le commerce et le développement (Cnuced), son prix a été multiplié par 10 entre 1999 et 2008. En s'installant dans l'ascenseur, le pétrole a attiré les autres produits avec lui, rendant la vie chère dans les quatre coins de la planète. C'est ainsi que l'indice des produits de base de la Cnuced affiche une progression de 107% depuis 2002. De son côté, le Fonds international pour le développement de l'agriculture (Fida) révèle que les

prix des produits alimentaires ont connu une augmentation de 35% entre fin janvier 2007 et fin janvier 2008, accélérant une tendance amorcée en 2002. Depuis cette date, les prix se sont envolés de 65%. De son côté, le FAO révèle que pour la seule année 2007, la hausse est de 80% pour les produits laitiers et de 42% pour les céréales.

Si la planète entière subit ce moment difficile, les efforts consentis par les gouvernements rendent moins amère la pilule de la flambée des prix dans certains pays. Le Mali compte parmi ces pays où les citoyens bénéficient fortement de l'aile protectrice de l'État. Le niveau des prix du carburant à la pompe illustre bien toute l'attention des autorités pour le pouvoir d'achat de nos compatriotes. Le Mali qui n'a pas de littoral, figure parmi les pays qui affichent les plus bas prix de carburant dans notre sous-région. Pendant que le litre de l'essence super est à 650 Fcfa à la pompe dans notre pays, les Burkinabé l'achètent à 670 Fcfa, de même que les Nigériens et les Bissau Guinéens. Les Sénégalais, eux, déboursent 720 Fcfa pour le litre de l'essence super. Fait notable : le super est moins cher chez nous que le gazole au Sénégal où le litre coûte 698 Fcfa.

## 10 millions de tonnes

Cette maîtrise des prix à la pompe malgré les cours du baril du pétrole au plus haut (plus de 130 dollars), ne doit rien au hasard. Elle est sous-tendue par une politique volontariste du gouvernement qui renonce à des recettes fiscales pour maintenir les prix à des niveaux abordables. Le volume de nos importations de produits pétroliers a atteint 700 millions de litres en 2007 pour une facture pétrolière de plus 252 milliards de Fcfa. Pour éviter que la flambée du pétrole ne se répercute avec toute son ampleur sur les prix à la pompe, les pouvoirs publics ont pris, dès 2005, des mesures de

stabilisation des prix, notamment par une baisse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). L'État a ainsi renoncé à 15,3 milliards de Fcfa de recettes fiscales en 2005. L'année suivante, il s'est passé de 19 milliards de Fcfa. L'an dernier, l'État a sacrifié 22 milliards de Fcfa pour maintenir les prix à la pompe à un niveau acceptable pour les consommateurs. Ainsi, les répercussions sur les prix à la pompe se sont situées entre 7 % et 17 % en 2005 et 4 % et 13 % en 2006, selon les produits. Le renchérissement des carburants s'emballant sur le marché mondial, pour le premier trimestre de 2008, la subvention s'élève déjà à plus de 14 milliards de Fcfa.

L'ombre de l'aile protectrice s'étend également sur le secteur des produits alimentaires. Les exonérations consenties par le gouvernement permettent aux importateurs d'approvisionner le pays en riz tout en maintenant le prix du kg à 310 Fcfa au détail. Dans le cadre de ses efforts visant à mettre le riz à la portée des Maliens, malgré la haute vertigineuse de son prix sur le marché mondial, l'État a signé une entente avec des grossistes qui se sont engagés à vendre le kg en gros à 300 Fcfa. Plusieurs grands opérateurs économiques opérant dans le secteur des céréales ont adhéré à cette initiative et annoncent des arrivages de forts tonnages de riz. La mobilisation des transports ne participe-t-elle pas de cette dynamique des opérateurs économiques à épauler l'État dans sa politique sociale ? Des dizaines de camions font la navette actuellement entre notre pays et le port d'Abidjan pour acheminer le riz, assurant ainsi l'approvisionnement du pays en cette céréale de forte consommation. Selon l'Observatoire du marché agricole (OMA), le kg du riz est à 310 Fcfa à Bamako Niaréla, 375 Fcfa à Niamey Katako, 385 à Conakry Madina et 400 Fcfa à Ouagadougou Sankaryaré.

Tous les organismes internationaux sont unanimes pour dire que la crise alimentaire s'inscrit dans la durée. Dans cette perspective, il est préférable de créer des conditions structurelles pour stopper la dépendance du pays à l'importation. C'est tout le sens de l'Initiative riz du gouvernement. Son objectif est de mettre le turbo dans la production rizicole pour atteindre 1 million de tonnes de riz marchand à l'issue de la campagne agricole qui démarre.

Un dispositif de mise en œuvre de l'initiative a été élaboré par le ministère de l'Agriculture, le maître d'œuvre. Le coût de l'opération est évalué à 42,6 milliards de Fcfa. Cette somme servira à rendre dis-

ponibles les intrants agricoles à des coûts abordables et d'équiper les producteurs. Cela se traduira par une subvention de l'État pour permettre aux paysans d'acheter les engrais à 12.500 Fcfa le sac de 50 kg. Le financement de l'opération sera assuré par l'État et les établissements financiers nationaux. En plus, les aménagements hydroagricoles, les projets d'équipement en tracteurs, l'augmentation des investissements dans le secteur devront permettre à notre pays d'atteindre une production céréalière de 10 millions de tonnes à l'horizon 2012.

## Peloton de tête

Parallèlement à sa politique sociale volontariste, le gouvernement maintient notre pays dans le peloton de tête au sein de l'Uemoa. Le Mali est classé, par la commission de l'Uemoa, en troisième position en terme de croissance au sein de l'Union. Le taux de progression de notre PIB réel est de 4,3% en 2007 contre 5,3% en 2006. Cette croissance s'explique par le regain d'activité du secteur tertiaire et à une production agricole satisfaisante. En effet, le secteur primaire a progressé de 3,3% l'année dernière, dopé par la hausse de 2,4% de la production agricole. Au cours de l'année 2007, pendant que le secteur secondaire souffrait de la diminution de la production de l'or, le secteur tertiaire connaissait une croissance plus forte, grâce essentiellement à la branche « Transports et Télécommunications » qui a progressé de 8,1%. Ce bond prodigieux est dû principalement à la poursuite de l'extension du réseau de téléphonie cellulaire et à la mise en œuvre du projet d'amélioration du corridor des transports. Le Mali affiche un taux d'inflation annuel de 1,4% en 2007 et 1,5% en 2006. La norme communautaire de l'Union est de 3% maximum. Nos indices de croissance sont nettement au dessus de la moyenne de l'Union qui est de 3,6%. Dès lors, il n'est guère étonnant que notre pays arrive à respecter tous les critères de convergence de premier rang de l'Uemoa.

Est-il besoin de preuves supplémentaires pour démontrer que le gouvernail du bateau est en de bonnes mains ? Par ce temps de tempête qui menace de soulever des vagues sur l'océan du front social, il est réconfortant de savoir que le capitaine tient bien la barre et qu'il se soucie de mener son navire à bon port.

Abdou TOURE



## INITIATIVE RIZ

# Sur les champs de l'autosuffisance alimentaire

Le Mali, tout comme les autres pays du monde, a été soumis à une crise conjoncturelle dont la conséquence immédiate a été la flambée des prix des denrées de première nécessité, notamment le riz, l'huile, la viande. La hausse de prix de ces produits de grande consommation a eu une incidence négative sur la vie des populations. En réponse à cette situation, le Gouvernement a multiplié des initiatives afin de contenir la hausse des prix. Parmi celles – ci, il est à noter l'exonération accordée aux importateurs, la subvention du Gouvernement sur les produits pétroliers mais surtout « l'initiative riz ». Cette dernière se place dans un contexte de gestion durable de la crise céréalière mondiale qui affecte notre pays.

L'annonce de « l'initiative riz » a été faite par le Premier Ministre Modibo SIDIBE le 15 avril 2008.

La production attendue du riz pour la campagne 2008/2009 est de **1 618 323 tonnes**, soit une hausse de 50% par rapport à la campagne 2007/2008. **Cette situation permet de dégager une production de riz marchand de l'ordre de 1 million de tonnes. Elle couvrira les besoins alimentaires internes du pays (900 000 tonnes) et dégagera un excédent commercialisable de 100 000 tonnes.**

La valeur de la production est estimée à 300 milliards de F.CFA. (Pour 300 F.CFA le Kg de riz marchand).

### Un dispositif opérationnel

La mise en œuvre du programme sera focalisée sur une intensification de la production au niveau des superficies exploitables. Pour ce faire, les facteurs privilégiés sont les engrais, les semences et l'eau. La disponibilité et l'accessibilité aux engrais constituent le facteur le plus incitatif pour l'adhésion des producteurs au processus de production. Le service appui conseil est également pris en compte pour la sensibilisation des producteurs et le suivi de l'opération.

Un dispositif opérationnel a été mis en place à travers un Comité de pilotage. L'objectif visé à travers cette initiative est de produire plus d'1.668.000 dans tous les systèmes de production (Périmètres irrigués, bas fonds...). La variété retenue est le Riz Nerica dont la culture s'adapte à tous les systèmes.

Une journée de concertations des banques et des institutions de financement du Plan d'opération a été organisée, pour la circonstance, le 02 mai 2008 à Ségou. Les participants à cette importante réunion ont planché sur l'organisation et l'encadrement des producteurs, l'analyse des différentes zones de production, la situation d'endettement des producteurs et de leurs organisations ainsi que les circuits d'approvisionnement en intrants agricoles.

D'autres sujets ont été abordés au cours de la réunion. Il s'agit des prévisions de production, la commercialisation, le schéma de financement de toutes les étapes de « l'initiative riz », les paramè-

tres de sécurisation des concours bancaires et des institutions de financement, la gestion de la subvention de l'Etat et les mesures d'accompagnement.

### Des recommandations pertinentes

Les banques et les autres institutions de financement ont vivement apprécié cette initiative du Gouvernement à laquelle elles ont affirmé adhérer. A ce titre, elles ont formulé des recommandations qui concourent à la réussite de « l'initiative riz ».

Il s'agit de l'élaboration d'un plan de campagne actualisé 2008-2009 par zone de production rizicole sur la base des objectifs du Plan d'opération de l'Initiative Riz, et la finalisation diligente des appels d'offre pour l'approvisionnement en intrants agricoles de la campagne 2008-2009 de toutes les zones de production agricole concernées par « l'Initiative Riz ».

D'autres recommandations ont été formulées : le renforcement du dispositif d'encadrement, la recherche de solutions appropriées et immédiates pour assurer l'approvisionnement correct en intrants agricoles de la campagne 2008/2009 et la couverture intégrale de son schéma de financement.

Il a été retenu également l'identification des circuits de commercialisation garantissant la maîtrise des flux financiers et la domiciliation des recettes de production à travers des conventions banques - MF - structures de commercialisations organisées organisations paysannes dans les zones encadrées et des conventions banques - IMF - OP AM - organisations paysannes dans les zones diffuses.

Le renforcement des capacités de stockage par la construction et/ou la réhabilitation de magasins de stockage, la mise en œuvre concertée du Plan d'opération de l'Initiative Riz de la campagne 2008-2009 de manière à ne pas perturber les équilibres internes et externes des exploitations agricoles et des structures d'appui et d'accompagnement ont figuré dans les recommandations.

Les autorités maliennes ont aussi pris en compte l'accroissement des concours bancaires et financiers aux organisations paysannes solvables, crédibles et à jour de leurs engagements dans les livres des Institutions Financières et la mise en place d'une ligne de cré-



ATT visitant des rizières à l'Office du Niger

dit dans le cadre d'une opération pour le compte et au risque de l'Etat à travers les banques et les institutions de micro finance ou les Directions Régionales de l'Agriculture et les ONG pour couvrir les besoins de financement des organisations paysannes non éligibles aux crédits bancaires et des producteurs individuels.

Dans le schéma opérationnel, l'augmentation des refinancements bancaires aux Institutions de Micro Finance intervenant dans les zones de production rizicole, le renforcement des articulations Banques et Institutions de Micro Finance dans l'octroi des concours aux producteurs dans les zones de production rizicole et la mise en place d'un mécanisme de centralisation des risques par zone de production / rizicole ont attiré l'attention des représentants des institutions de financement.

La recherche de solutions durables à l'assainissement des impayés des zones de / production rizicole, la diversification des offres de services financiers et bancaires pour couvrir tous les besoins de financement de la chaîne de production, de commercialisation et de transformation et la promotion structurée de la mobilisation de l'épargne rurale et de son affectation dans le financement des investissements productifs sont des facteurs qui ont été encouragés.

Toutes ces recommandations pertinentes seront complétées par l'analyse comparée de l'affectation de la subvention de l'Etat à la production ou à la commercialisation pour dégager le meilleur

moyen de stimuler la production par l'intensification agricole, la mise en place d'un mécanisme de suivi afin de garantir la réussite de l'opération et d'assurer sa pérennité et la mise en place d'une cellule de coordination et d'information composée de représentants de Banques et d'Institution de Micro Finance pour assurer la mise en œuvre des recommandations de la journée de concertation de Ségou.

### Engrais, semences et équipements à la disposition des paysans

« L'Initiative riz » initiée par le Gouvernement est bien entamée avec l'acheminement des engrais et des semences dans les zones de production. Par ailleurs, 102 agents ont été recruté suite à un concours organisé par le département de la Fonction Publique afin d'accélérer le processus de l'initiative en cours.

Le Ministère de l'agriculture a engagé la procédure d'acquisition d'équipements complémentaires pour la réussite de l'opération, notamment 70 motoculteurs et 5 mini-rizeries (usines où on traite le riz paddy) pour la zone de l'Office du Niger, 36 motopompes pour Mopti, Tombouctou et Gao, 100 batteuses et autant de décortiqueuses pour l'ensemble des zones de production de riz. Le démarrage des travaux champêtres étant imminent, il a été suggéré que le marché d'acquisition des motoculteurs et des mini-rizeries soit conclu avec le CAFON de Niono qui dispose d'une exper-

tise et d'une capacité avérées en la matière. Le 15 juin est retenu comme date butoir de livraison de ces équipements. Par contre, l'acquisition des motopompes et du matériel dit post-récolte est envisagée sur la base d'une consultation restreinte avant le 30 août.

### L'aspect financier réglé

Le Gouvernement a affiché la ferme volonté de faire de la campagne 2008/2009 une campagne de réponse nationale à la crise du marché international du riz. A cet effet, **une subvention globale de 10,71 milliards, et un préfinancement des équipements pour 701 millions seront accordés par l'Etat sur un coût global de l'opération estimé à 42,65 milliards.**

Dans le cadre du financement de la production, le Gouvernement s'engage à apporter une subvention pour le financement des engrais, de la semence et de l'appui conseil.

**Pour les engrais**, il est attendu de l'Etat une subvention de **9,42 milliards F.CFA**, afin de ramener le prix de cession du sac de 50 Kg à **12 500 F.CFA**.

**S'agissant des semences** : la subvention attendue de l'Etat sur le riz NERICA est de **934,2 millions F.CFA**.

**En ce qui concerne les Equipements** : l'Etat les mettra à la disposition des organisations paysannes à crédit. Le coût de ces équipements est estimé à **701 millions**. Il apportera un appui au fonctionnement de la station de pompage de la plaine de San Ouest à hauteur de **32 millions de F.CFA**. **Pour l'appui conseil**, l'effectif sera renforcé avec un équipement complémentaire de 200 motos et leur fonctionnement pour un coût de **325 millions de F.CFA**. 102 agents de base seront aussi recrutés.

Le dispositif de commercialisation sera soutenu par un appui aux groupements qui se distinguent dans la commercialisation par leur niveau d'organisation et de performance.

Le financement des équipements sera assuré par l'Etat à crédit à travers un mécanisme impliquant les banques et les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD).

La BCEAO, les banques et les institutions de micro finance, pour

leur part ont accepté d'appuyer l'initiative. Elles ont assuré de leur disponibilité lors de la rencontre de Ségou.

Pour la gestion des fonds destinés à l'opération, les dispositions sont prises par le ministère des Finances pour l'ouverture auprès de la BND, d'un compte spécial qui sera alimenté à hauteur de 5 milliards Fcfa.

« L'initiative riz » nécessite d'autres actions. Il s'agit de la recherche de financement complémentaire. A ce sujet, une requête a été adressée au Centre des Objectifs du millénaire pour le développement et à l'ONG SG-2000 qui ont manifesté leur disponibilité à accompagner techniquement et financièrement l'initiative.

Enfin, la mise en place de fonds de subvention dans les régions pour soutenir les opérations d'achat des stocks de semences et éviter ainsi toute spéculation a été décidée. Ces fonds seront repartis entre les régions de Sikasso (339 millions Fcfa), Koulikoro (295,2 millions) et Kayes (300 millions).

### L'impact de l'opération :

#### Sur les producteurs :

La valeur globale de la production est estimée à **300 milliards FCFA**. Le revenu net du producteur par hectare passera de 300 000 à 500 000 F.CFA en raison de la subvention et du gain de productivité.

#### Sur les consommateurs :

Pour une première fois, le Mali couvrira l'intégralité de ses besoins en consommation interne et sera exportateur net de riz. Cette abondance de la production sera favorable à l'approvisionnement correct du pays en riz à un prix non spéculatif, abordable pour les consommateurs.

#### Sur l'économie nationale :

L'initiative riz permettra l'amélioration de la contribution du secteur agricole (branche riz) à la croissance économique du pays ainsi que celle de la balance des paiements à travers l'exportation des 100 000 tonnes,

« L'Initiative riz » contribuera, d'une part, à amoindrir les effets de la hausse des prix des céréales liée à la conjoncture mondiale, sur nos populations et de l'autre à créer une plus value pour le développement socio – économique de notre pays .

Kader MAIGA



### CADRE DE VIE

# Bamako, ville verte et ouverte sur le monde

**Il y a fort à parier que le touriste qui retrouve Bamako après quelques années d'absence aura du mal à reconnaître la capitale malienne qui a véritablement changé d'habits. Et si d'aventure il s'avisait de faire le Bamako « by night », il se convaincra de s'être trompé de planète. En effet, il a suffi de seulement quelques années d'urbanisation pour que la silhouette de la Cité des Trois Caïmans soit redessinée de fond en comble. Elle a pris aujourd'hui l'allure d'une ville résolument moderne avec de nouveaux défis à relever.**

**A** l'instar d'Abidjan, de Dakar, de Ouagadougou..., Bamako a ses belles avenues dont le leader, sans conteste, est l'avenue de l'Indépendance. Des quartiers chics, Bamako peut se targuer d'en avoir, à l'image de la Zone ACI à Hamdallaye. En plus, notre capitale n'est pas peu fière de ses monuments, de ses échangeurs, de ses stades et théâtres ainsi que de ses centres de rencontres.

Depuis quelques années, le renouveau – physique – de l'administration publique y est une réalité. En effet, de nombreuses administrations sont logées de neuf, ce qui rend fort agréables les transactions quotidiennes entre les agents de l'Etat et les administrés. Au sommet du hit-parade des administrations « bien logées » se maintiennent, entre autres, le Secrétariat Général de la Présidence de la République, la Cour d'Appel, la Cour Constitutionnelle, la Médiature, le Gouvernorat du District de Bamako et le Contrôle Général des Services Publics.

En outre, avec la mise en orbite prochaine de la Deuxième Phase du Projet Sectoriel des Transports (PST2), pour un coût de plus de 52 milliards de FCFA, la ville de Bamako sera complètement transfigurée. Des corridors spécifiques seront dédiés aux différents types d'usagers de la ville en vue de fluidifier considérablement la circulation (Cf. l'article de Kader Maïga en page XX).

Cependant, cette urbanisation galopante de la ville de Bamako exige aujourd'hui des décideurs qu'ils réfléchissent rapidement aux stratégies à mettre en œuvre pour concilier les impératifs de modernisation et d'humanisation de la cité. A

D'ores et déjà, architectes, urbanistes, aménagistes et autres environnementalistes devront mettre en synergie leurs sciences respectives pour inventer la capitale du futur dans la perspective du doublement voire du triplement de la population actuelle estimée à près de deux millions d'âmes. Cet exercice devrait également prendre en compte la complexification des besoins en tous genres des nouveaux citoyens de la capitale. En attendant, il est très heureux de constater que le District de Bamako, certaines municipalités, administrations et sociétés se soucient de créer et d'entretenir des espaces verts dans le tissu urbain dans le but d'agrémenter le quotidien des bamakois fait de pollution et de stress. La fréquen-

tation de ces rares espaces verts, notamment celui situé dans le prolongement du rond point de l'Obélisque (ACI Hamdallaye), est le meilleur indice d'appréciation de leur utilité. Georges Brassens, dont nos aînés ont fredonné les airs, y reconnaîtrait bien « Les amoureux des bancs publics », en quête de plénitude après une journée de travail harassante.

Cette aspiration des bamakois à disposer d'un Eden préoccupe les plus hautes autorités du pays. C'est ainsi que, le 25 avril dernier, le Prince Aga Khan a signé avec les autorités nationales une lettre d'intention portant sur la réalisation à Bamako d'un parc urbain de 103 ha devant servir de poumon vert à notre capitale.

Le site du futur Parc urbain de Bamako est implanté dans une réserve forestière de 2100ha dominé par le Palais de Koulouba et les falaises de grès de Koulouba et délimité, côté sud, par le Musée national. La portion centrale se compose du jardin botanique, de l'arboretum et du zoo.

Par vocation, le futur parc de Bamako se veut avant tout multifonctionnel. Ainsi, il accordera une place prépondérante aux routes pédestres, lesquelles comprendront des sentiers et des parcours spécialisés, tels un parcours sportif (fitness, jogging, cyclable et trekking) et des randonnées botaniques. Un traitement de sol et des éclairages seront adaptés aux différents types d'activités.

### Le devoir citoyen de planter des arbres

Les aménagements prévoient un important volet éducatif : installation de matériaux éducatifs et signalétiques, formation de guides spécialisés... En outre, l'eau étant un élément important du dispositif, une oasis verte pourrait être aménagée au cœur du site, avec en prime, de nouvelles plantations d'arbres.

Enfin, le projet se soucie de la rentabilisation des investissements par la création d'activités génératrices de revenus. Outre une cafeteria, un restaurant de qualité et des boutiques qui proposeraient divers articles, il y sera créé divers espaces culturels : amphithéâtre pour les divertissements musicaux, spectacles traditionnels, centre de conférence, marché d'artisanat...

Le label écologique étant devenu un indicateur de qualité de plus en plus recherché, le parc se dotera d'un petit hôtel (Eco-lodge) pour

une clientèle spécifique.

Le futur parc urbain de Bamako sera un espace délimité aux entrées totalement contrôlées et sécurisées. Des parkings et des accès pédestres y seront aménagés afin de faciliter le mouvement du public.

En définitive, tous les plans locaux d'urbanisme à Bamako comme dans les villes de l'intérieur devraient prendre en compte la nécessité de créer des espaces verts. Chaque commune du District devrait être fier de son Jardin du Maire qui accueillerait les promeneurs en quête de fraîcheur.

Cette obligation devrait s'étendre aux citoyens qui ont le devoir de planter et d'entretenir des arbres. Comme dans certains pays, chaque événement heureux ponctuant la vie d'un couple doit être symbolisé par un arbre planté et entretenu avec beaucoup d'amour.

### PISE II

# Pari sur une Education de qualité

**Le Programme sectoriel d'Investissement de l'Education est l'aspect opérationnel du Programme décennal de développement de l'éducation (PRODEC) dont l'objectif fondamental est la réforme générale du système éducatif afin d'atteindre d'ici l'horizon 2015 la scolarisation universelle des enfants de 7 à 12 ans et d'améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux.**

**L**e Programme sectoriel d'Investissement de l'Education est l'aspect opérationnel du Programme décennal de développement de l'éducation (PRODEC) dont l'objectif fondamental est la réforme générale du système éducatif afin d'atteindre d'ici l'horizon 2015 la scolarisation universelle des enfants de 7 à 12 ans et d'améliorer la qualité à tous les niveaux.

Le PISE qui a démarré en 2001 et dont la durée est de 10 ans, est à sa deuxième (2<sup>ème</sup>) phase (2006-2008). Celle-ci prendra fin cette année. Il s'agissait dans le premier programme relatif à l'administration générale, d'améliorer la performance au niveau des écoles, la mise en œuvre de la politique du manuel scolaire et didactique, la mise en place de la gestion / déconcentration/ décentralisation et planification de l'éducation transparente et participative. Dans ce programme, deux autres points étaient retenus : fournir aux Collectivités territoriales l'appui – conseil nécessaire et promouvoir la prévention du VIH – SIDA et la



Bamako poursuit sa mue pour offrir un meilleur cadre de vie

Aujourd'hui, la déforestation est devenue une réalité palpable en milieu rural malien. Pour nous-mêmes et pour les générations futures, nous avons l'obligation de restaurer le couvert végétal que nous avons détruit. Mieux, devrait-il être de rigueur que chaque vil-

lage crée et entretienne un bosquet planté d'essences locales et exotiques.

Tout autant, l'éducation à la nature devrait occuper une place centrale dans l'éducation et la formation des citoyens de demain. Aussi, le retour aux promenades encadrées

et aux pique-niques est-il une culture à ramener dans l'espace scolaire. La capacité d'un individu à aimer et protéger la nature est un précieux indicateur de son degré de civisme.

Diarra Diakité

Développement, le PISE 2 a permis au système éducatif malien de faire des progrès assez remarquables en terme d'infrastructures, de taux de scolarisation, de dotation des auditeurs en matériels didactiques, de dotation en équipements, et de qualité de l'éducation.

Des infrastructures modernes à savoir des salles de classes, des Instituts de formation, des académies, des Caps... ont été construites pour les différents ordres d'enseignement sur toute l'étendue du territoire. Mieux, le Président ATT, en plus de ces actions, a réalisé deux nouvelles facultés : la faculté des Sciences juridiques et politiques et la Faculté des Sciences économiques et de gestion, pour un coût de 4, 5 milliards sur la Colline de Badalabougou afin de relever le niveau de l'éducation.

S'agissant des équipements, il est à noter la mise à disposition aux élèves et étudiants d'une multitude de matériels de labo et des véhicules de transport. Ainsi, 20 bus d'une valeur d'1 milliard 600 millions ont permis de faciliter le déplacement des étudiants...

Le Programme Sectoriel d'Investissement de l'Education constitue une grande innovation qui contribuera à améliorer la qualité de l'éducation dans notre pays.

Kader MAIGA.



# Baaro et conférence de presse du 8 juin: La tradition respectée !

Dans le calendrier républicain national, la date du 8 juin a une charge symbolique particulière. Ce jour-là, le président nouvellement élu ou réélu entre en fonction pour un mandat de cinq ans ainsi que le stipule la Loi Fondamentale. Ce jour-là, aussi, le président en exercice commémore l'anniversaire de son entrée en fonction. Au Mali, comme il est de coutume, commémoration se conjugue avec rituel et symbolique. Au regard des contingences du moment, la flottille de la commémoration peut voguer entre deux rivages : le faste et la sobriété.

La commémoration est aussi l'heure du bilan et celle de tracer les perspectives qui vont innover les actions futures. C'est enfin le moment d'écouter et de recevoir le feedback du citoyen lambda qui, par délégation, exprime ses préoccupations au Prince du jour. Cette année, comme les précédentes, la tradition a été respectée et les hommes et femmes de médias ont eu le loisir de jouer pleinement leur rôle de médiateurs sociaux à travers deux rendez-vous importants : le « baaro » (causerie en bamanankan) et la conférence de presse (en français).

L'une et l'autre activité de communication, malgré la différence de format, ont en commun leur puissance de séduction comparable à celle qu'exerce le clair de lune sur la marée. Plusieurs semaines après leur diffusion, les discussions de bureau, les causeries de salon et de « grin » ainsi que les commentaires dans les différents espaces de rencontre portent sur la prestation du Chef de l'Etat, sur ce qu'il a dit ou tu, comment il l'a dit, s'il a été convaincant ou non... Le cru 2008 du « barro » et de la conférence de presse n'a pas failli à sa réputation d'autant plus qu'il arrive dans un contexte particulièrement éprouvant pour le Mali et les Maliens. Au demeurant, ce contexte a décuplé la pugnacité des confrères dont le plus gros lot attendait depuis des lustres de pouvoir faire face au Chef de l'Etat.

Celui-ci, fin politique, s'est montré à son aise et à son avantage dans les « joutes » avec les journalistes. L'instructeur qu'il fut a su développer sa capacité d'écoute, appris à maîtriser ses réactions face aux agressions verbales, et surtout sait convaincre en usant de preuves massues. ATT, en bon pédagogue, fait bon usage des effets d'annonce notamment lorsque, au bout d'une démonstration sur les potentialités agricoles de notre pays, annonce la création d'un Secrétariat d'Etat pour gérer l'Office du Niger.



Cette rupture institutionnelle intervient dans le prolongement de la volonté du Chef de l'Etat de révolutionner notre agriculture d'une part, et de revenir à son ambition première, à savoir faire du Mali « le Grenier de l'Afrique de l'Ouest et du Sahara ». « Il n'y a pas de raison, dira-t-il, que nous ayons des terres aménageables, de l'eau et des hommes et que nous soyons affamés ». Le Chef de l'Etat table sur les fabuleuses potentialités de l'Office du Niger (1 million d'hectares de terres irrigables), sur l'Initiative Riz lancée par le Premier Ministre (qui ambitionne de produire 1 million de tonnes de riz marchand) et la coopération libyenne qui se propose d'aménager 100 000 ha dont 25.000 pour la campagne 2008-2009.

Autre sujet sensible évoqué par le Chef de l'Etat avec les journalistes, l'Ecole, dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'elle est aujourd'hui un sujet de très forte préoccupation. ATT reconnaît que depuis bientôt une décennie, l'école va de travers. « Situation d'autant plus paradoxale que jamais autant d'argent n'a été investi dans la formation de nos enfants. (...) Mais jamais les soubresauts n'ont été aussi récurrents que sur cette période considérée ».

A titre d'illustration, lance-t-il, « Nous allons inaugurer dans les prochains jours deux nouvelles facultés, à savoir la Faculté des

Sciences Juridiques et Politiques ainsi que celle des Sciences Economiques et de Gestion, pour un coût global de 5 milliards de F.CFA, avec les voies d'accès et le dispositif de sécurité ».

Pourtant, contrairement à une certaine perception, l'Année Scolaire qui s'achève s'est relativement bien déroulée en termes de volumes horaires et de temps de présence en classe. La difficulté majeure rencontrée, précise le Chef de l'Etat, a surtout été le refus d'évaluation des élèves par les enseignants, notamment ceux affiliés au COSES.

Toujours à propos de ce dossier de l'école, un fait gravissime a créé de la tension supplémentaire. Il s'agit en l'occurrence de l'agression brutale sur la personne du Pr. Djibonding Dembélé. Le Chef de l'Etat a vivement condamné cette agression inqualifiable à tous points de vue. « Ceux qui se sont rendus coupables de cette agression répondront de leurs actes devant les juridictions compétentes », a indiqué ATT. Il a aussi dénoncé tous ceux qui prennent l'école en otage en y transportant la politique et la violence qui pourraient en découler.

La crise au Nord, comme on pouvait s'y attendre, a été largement au cœur des préoccupations des journalistes. Le Président de la République a fait la genèse de

cette reprise de la tension depuis le 23 mai 2006, date des attaques contre les garnisons de Kidal et Ménaka, et plus loin encore dans le temps depuis la première crise du Nord du Mali indépendant intervenu en 1964.

Le Chef de l'Etat s'est aussi appuyé sur tous les efforts qu'il a entrepris, aidé en cela par des personnes de bonne volonté pour parvenir à une solution pacifique par le dialogue. Le Président ATT a exprimé le vif regret de ne pas avoir en face des hommes de bonne volonté, mais plutôt des individus qui ne comprennent que le langage de la force.

Se faisant plus précis et même martial dans le ton, le Président ATT a averti : « ils doivent se le tenir pour dit : l'attaque de Abeibara ne restera pas impuni ». Le Chef de l'Etat a saisi aussi l'occasion pour saluer la reprise par l'Algérie de son rôle de facilitateur pour la mise en œuvre de l'Accord d'Alger qui reste le cadre unique de discussions des solutions aux problèmes du Nord.

En résumé, on peut se réjouir du moment médiatique créé par la célébration du 08 juin, car il a apporté les éclaircies que l'opinion et la presse attendaient du Président de la République. Vivement le 08 juin 2009 !

Diarra Diakité

MAISON DE LA FEMME ET DE L'ENFANT

## Une touche particulière du Président ATT

Le Président ATT a joint l'acte à la parole en procédant à la pose de la première pierre de la Maison de la Femme et de l'Enfant le 12 janvier 2008. Ces espaces que ATT se propose de construire seront de véritables lieux de promotion de la femme et de l'enfant. Deux seront construits à Bamako (Sabalibougou et Darsalam) et une dans chacune des capitales régionales.

Le délai d'exécution de ces nouvelles infrastructures n'excède pas une année à compter de la date de démarrage des travaux. Le coût total de ces infrastructures s'élève à 4,5 milliards de nos francs. Conçues selon un type d'architecture soudanais, ces infrastructures seront multifonctionnelles. Elles seront de véritables cadres de concertation, de formation, d'échanges et de partage d'idées et d'expériences afin de relever les défis du développement qui se posent en général aux femmes maliennes d'œuvrer pour le renforcement de la dynamique sociale et de se pencher, dans une approche multisectorielle, sur l'éducation et la formation des jeunes générations.

### Des espaces de loisirs et de développement psycho-intellectuel

En plus des femmes, les enfants également, bénéficieront des impacts positifs de cette nouvelle expérience. En effet, chacune des infrastructures aura sa garderie d'enfants et un espace de jeux et loisirs socio-éducatif, d'éveil, de développement psycho-intellectuel et d'initiation aux arts (peinture, décoration, poterie et cuisine). Pour la réalisation de cet ambitieux projet, l'Institut des Etudes et des Recherches en architecture de Beijing, mandaté par le Gouvernement chinois et le Ministère de l'Habitat, mandaté par le Gouvernement malien, ont signé le contrat d'étude ou de conception le 12 décembre 2006. La signature du contrat d'exécution suivra le 30 avril 2007 par la partie malienne et le Groupe

National Chinois des travaux de Génie Civil (CCECC). Ces infrastructures constitueront, une touche particulière pour la promotion de la femme et de l'enfant dans notre pays, une préoccupation majeure du Chef de l'Etat. Ce dernier a exprimé à plusieurs occasions sa volonté de promouvoir les actions allant dans le sens du développement et de la protection de l'enfant et de la femme. La toute dernière a eu lieu au siège des Nations Unies à Manhattan à New York les 11 et 12 décembre derniers lors de la Session spéciale sur les enfants qui s'est penchée sur le bilan de l'évolution de la situation des enfants dans le monde. Pour la circonstance, le Président de la République, seul Chef d'Etat africain invité, s'est exprimé à la tribune des Nations Unies. Il a affirmé que l'état de mise en œuvre des engagements pour un monde digne des enfants, en Afrique et au Mali, a permis de faire un certain nombre de constats à savoir l'augmentation substantielle du taux de scolarisation, le renforcement des capacités des structures socio-sanitaires et l'amélioration de l'accès à l'eau potable. Pour le Président de la République, des progrès réels ont été enregistrés dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA à travers une prise de conscience accrue des populations, l'accès aux anti-rétroviraux dans certains pays comme le Mali et une meilleure prise en charge des orphelins du SIDA. Aujourd'hui, les infrastructures modernes initiées et mises en œuvre par ATT, contribueront à améliorer la situation de la femme et de l'enfant dans notre pays.

Kader MAIGA



ATT veille toujours sur ses amis les enfants



# Des Images fortes de l'an I



ATT en concertation avec des homologues dont les présidents Wade, Khadafi et Compaoré lors du sommet de l'U.A.



ATT accueilli à Alger par le Président Abdelaziz Bouteflika



ATT accueillant le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbass



ATT reçu par Georges W. Bush à la Maison Blanche



ATT et le Premier ministre japonais Yasuo Fukuda à Tokyo



ATT et le prince Aga Khan lors de la visite de ce dernier à Bamako



Epilogue de l'affaire de Samaya. L'Archevêque de bamako, Monseigneur Jean Zerbo recevant les titres fonciers des mains d'ATT



La Première Dame, Mme Touré Lobbo Traoré, remettant une clé d'ambulance au médecin de CSCOM de Kignan